

Des Opérations de Banque

relatives aux effets de commerce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 20 avril 1937 à 14 heures

PAR

V. MALLARMÉ

Juge de Paix suppléant à Rabat (Maroc)

Président : M. G. RIPERT, Professeur.

Suffragants { MM. PICARD,
 ESCARRA. } *Professeurs*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1937

Des Opérations de Banque
relatives aux effets de commerce

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Des Opérations de Banque

relatives aux effets de commerce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 20 avril 1937 à 14 heures

PAR

V. MALLARMÉ

Juge de Paix suppléant à Rabat (Maroc)

Président : M. G. RIPERT, Professeur.

Suffragants { MM. PICARD,
 ESCARRA. } *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1937



INTRODUCTION

LE RECOUVREMENT DES EFFETS DE COMMERCE PAR LES BANQUES

Bien que nous paraissions opposer les banquiers et les commerçants, en réalité on doit assimiler les premiers aux seconds, car le banquier ne fait que terminer l'opération commencée par le commerçant. Dans la pratique, la démarcation entre les deux professions n'est pas très nette et c'est comme le ferait un commerçant que le banquier vend ou achète des effets de commerce ou prête sur leur valeur. D'ailleurs, en droit, toutes les opérations effectuées par le banquier sont qualifiées actes de commerce (C. com., art. 632), avec les conséquences de législation, d'usages et de compétence que ce terme comporte. Les banquiers, [individus ou sociétés, sont des commerçants bénéficiant simplement dans certains cas d'un monopole (pour l'émission des billets de banque) et soumis dans leur activité à certaines restrictions ayant pour but de réglementer leur profession et de surveiller leurs opérations ¹.

1. Notamment par la loi du 19 juin 1930 qui édicte des sanctions spéciales en vue de protéger l'épargne publique.

Les opérations de banque sont très variées ; elles ont d'une manière générale pour objet soit des métaux précieux, soit des monnaies, soit des valeurs, valeurs de fonds ou effets de commerce.

Nous ne les envisagerons qu'eu égard à l'aide directe et spéciale qu'elles apportent aux commerçants en ce qui touche les effets de commerce.

La plus simple de ces opérations consiste à *recouvrer les effets de commerce* : le banquier est devenu l'intermédiaire normal et indispensable pour terminer et réaliser les affaires commerciales. Les banques se chargent de recouvrer au profit de leurs clients les effets de commerce venus à échéance.

L'importance de cette branche de leur activité est telle que chaque banque possède un service spécial organisé uniquement dans ce but, service qui, destiné à effectuer de nombreuses opérations, est mieux organisé par un banquier que par le commerçant lui-même.

Les causes d'erreurs sont moins fréquentes par suite des procédés de classement et d'ordre que peut mettre en œuvre un banquier. Les effets sont classés d'après leur propriétaire, le lieu et la date de paiement et on évite les oublis et les erreurs si fréquents lorsque le recouvrement est fait par un particulier. Un personnel spécialisé ne s'occupe que des effets de commerce et peut leur donner tout son temps et tous ses soins. En outre, en cas de non paiement des effets à leur échéance, le banquier très au courant des formalités à accomplir ne court pas le risque d'être forclos pour remplir les prescriptions de la loi ; le protêt est toujours dressé dans les délais prescrits.

Enfin le banquier ayant de multiples recouvrements

à effectuer, les frais généraux se trouvent répartis sur de nombreux effets et les frais inhérents à chaque recouvrement sont diminués malgré la juste rétribution qui est demandée.

Certaines grandes sociétés, grosses maisons de commerce ou gros industriels, ont bien organisé un rouage analogue à celui des banquiers pour le recouvrement des effets ; mais pour couvrir les frais, il est indispensable que le nombre en soit très élevé. Aussi la plupart des commerçants, même ceux ayant une assez grande activité, préfèrent s'adresser à leur banquier. Ils y trouvent encore leur avantage.

Il est donc habituel pour le banquier de recouvrer des effets de commerce. Ceux-ci peuvent lui être remis à trois fins :

Effets remis au banquier en couverture d'une vente ou en paiement d'une dette. Le banquier devient le bénéficiaire de l'effet.

Effets remis au banquier à charge par lui d'en poursuivre le recouvrement. Il agit comme simple intermédiaire.

Effets remis pour l'alimentation d'un compte courant. Le rôle du banquier est mixte, à la fois intermédiaire et bénéficiaire.

Il y a peu de chose à dire relativement au mécanisme du recouvrement des effets de commerce. Pour employer une image banale, il est comparable au trajet du sang depuis le cœur, organe central, jusqu'à l'extrémité des membres. Comme il est impossible d'envoyer de Paris des encaisseurs dans toutes les localités de province qui comportent une opération à effectuer, chacune des suc-

cursales de la Banque de France comprend un personnel spécialisé opérant dans un rayon d'action déterminé. Les villes rattachées aux succursales et aux bureaux auxiliaires n'ont pas de personnel encaissant; leur raison d'être est simplement de permettre aux particuliers de présenter à l'escompte des effets tirés sur un plus grand nombre de localités.

Les effets sont dirigés par la poste sur la succursale dont dépend le lieu de paiement. Celle-ci à son tour l'envoie au bureau auxiliaire compétent.

Si une traite n'a pas été présentée à l'acceptation, la banque la fait accepter par le tiré, ce qui lui donne une meilleure garantie de paiement. En cas de paiement, les fonds au lieu d'être renvoyés à la banque centrale sont virés par voie d'écritures sur des registres spéciaux. En fin d'année seulement les fonds sont renvoyés; de la sorte on évite des frais considérables, puisque les frais d'envois de fonds sont dégressifs.

En cas de non paiement, l'effet est transmis immédiatement à un huissier aux fins de protêt. Ces huissiers spéciaux portent le titre d'huissiers de la Banque de France. Bien souvent, la Banque de France ne dresse pas protêt : pour des raisons particulières le client peut désirer que l'acte ne soit pas dressé. La Banque de France, d'autre part, désire éviter les frais; elle ne dresse protêt que lorsque l'effet est d'une place sur une autre place ou lorsque le client habite une autre ville que celle où a été remis l'effet¹.

Les banques particulières emploient un système à peu près identique copié sur celui de la Banque de France.

1. Pour le tarif des commissions perçues par la Banque de France voir Terrel et Lejeune, *Traité des opérations commerciales de banque*, p. 171.

Les banques importantes ont toutes des succursales et des agences dans les principales localités. Mais contrairement à la pratique de la Banque de France, les banques privées acceptent les effets tirés sur n'importe quelle localité, même si elles n'y ont pas d'agence. Souvent elles y ont un correspondant, parfois simple particulier, qui se charge de toutes les opérations incombant d'ordinaire aux agences et succursales.

Lorsque la banque n'a pas de correspondant dans la localité lieu du paiement, elle s'adresse en général à l'huissier dont la circonscription comprend la dite localité. Mais ce système présente des inconvénients : les huissiers, qui ont tout intérêt à faire le plus d'actes et de protêts possible, refusent assez rigoureusement tout délai de grâce au débiteur malheureux ou momentanément gêné, même si ce dernier est de bonne foi.

Il arrive également assez fréquemment que les huissiers ne renvoient pas tout de suite les sommes encaissées. S'ils ont plusieurs encaissements à faire, ils attendront la fin de leurs opérations pour renvoyer les fonds. Le banquier perd ainsi l'intérêt sur des sommes parfois très importantes, sans parler des risques d'insolvabilité lorsque les huissiers conservent par devers eux, pendant trop longtemps, les sommes qu'ils ont encaissées afin de percevoir à leur profit des intérêts particuliers.

Pour éviter ces inconvénients et ces dangers, les banques recourent volontiers, et de plus en plus, à une Administration, celle des Postes. Certaines banques locales emploient même ce procédé à l'exclusion de tout autre.

L'intervention de la Poste dans le recouvrement des

effets de commerce répondait à un besoin réel, principalement dans les campagnes. En effet, si le recouvrement des factures et des valeurs s'effectue aisément dans les villes par l'intermédiaire des banques et des agences spéciales, les moyens d'encaissement font, par contre, totalement défaut dans les communes rurales.

A ce point de vue, la Poste seule, par ses 15.000 bureaux disséminés sur toutes les parties du territoire, par ses 150.000 facteurs appelés à traverser chaque jour les hameaux les plus isolés, se trouve en mesure d'assurer le recouvrement des valeurs dans ces localités aux conditions les plus avantageuses de prix et de célérité. D'ailleurs, avant que l'Administration ne fût chargée officiellement de ce service, les facteurs effectuaient déjà, à titre privé, l'encaissement des effets de commerce et des quittances.

En 1848, l'Assemblée Nationale avait été saisie d'une proposition de loi confiant à l'Administration des Postes le recouvrement des effets de commerce moyennant un droit de 1 %, auquel venait s'ajouter un autre droit de 0 fr. 25, sur chaque titre, acquitté ou non, qui devait être présenté au domicile du débiteur. Depuis, plusieurs propositions semblables avaient été conçues. Mais le service des encaissements par les facteurs ne fût réalisé normalement en France que par la loi du 5 avril 1879¹.

Cette loi s'est inspirée du mode de recouvrement des mandats postaux.

D'importantes améliorations y ont été apportées, notamment pour le recouvrement des effets protestables²

1. Sur l'organisation de ce service voir Terrel et Lejeune, *Traité des opérations commerciales de banque*, p. 173 et suiv.

2. Loi du 17 juillet 1880.

et le paiement des valeurs à recouvrer par chèques, ainsi que la domiciliation des valeurs dans les banques et les bureaux de chèques¹.

Au moment du vote de la loi, certaines inquiétudes s'étaient manifestées parmi les établissements de crédit qui craignaient la concurrence du service des recouvrements postaux.

A la pratique, ces inquiétudes se sont évanouies et, à l'heure actuelle, les grandes sociétés financières et les établissements de banque de toute nature n'hésitent pas à recourir à l'intermédiaire de la Poste pour faire recouvrer les valeurs dites « déplacées », c'est-à-dire recouvrables sur une place où il n'existe aucune banque.

Il faut observer que l'activité des banques vise surtout l'escompte des divers effets bancables, beaucoup plus que les recouvrements proprement dits. Or, si l'escompte des effets à recouvrer est pratiqué dans certains pays étrangers par des institutions relevant de l'Administration des Postes, telles que la Caisse Nationale d'Épargne et les Chèques postaux, l'Administration française n'a jamais envisagé de prendre à son compte une organisation semblable.

Le service postal s'en tient purement et simplement au rôle d'intermédiaire entre le créancier et le débiteur.

Les valeurs sont déposées par le créancier au bureau expéditeur, acheminées par les soins du service postal jusqu'au bureau de destination qui les met en recouvrement par l'intermédiaire de ses facteurs. Après le règlement de compte, le montant du recouvrement, diminué

1. Décret du 19 février 1881.

des frais, est transmis sous forme de mandat-poste à l'expéditeur.

Tous les bureaux de la Métropole participent au service des recouvrements. Il en est de même des bureaux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et des Colonies, sous certaines restrictions.

Exception faite pour les billets de loterie, les mandats de dépenses publiques, les coupons de dividende et d'intérêt, les polices d'assurances, toutes les valeurs commerciales ou autres (quittances, factures, billets, etc...), sont admises au recouvrement.

Le montant des valeurs est illimité. Mais le nombre des valeurs qui peuvent être insérées par le même déposant dans une enveloppe adressée au même bureau a été réglementé¹.

La responsabilité pécuniaire de l'Administration est engagée dans le cas de perte soit des sommes encaissées par les facteurs, soit de la lettre recommandée contenant les valeurs à recouvrer, soit des valeurs elles-mêmes en tout ou en partie.

Dans le premier cas, les sommes perdues après encaissement sont remboursées intégralement (art. 7 loi du 5 avril 1879; art. 14 du décret du 23 mai 1907); dans les autres cas, la responsabilité pécuniaire de l'Administration ne peut dépasser la somme de 50 francs au maximum (loi du 5 avril 1879, art. 7; décret du 1^{er} juillet 1902, art. 1^{er}; décret du 23 mai 1907, art. 14; loi du 13 juillet 1925, art. 162).

Tout récemment un dernier perfectionnement du système a été réalisé par la possibilité offerte aux titu-

1. Sur les conditions dans lesquelles les valeurs sont transmises par les P.T.T., voy. la loi et le décret du 20 mars 1920.

lares d'un compte au Service des chèques postaux de faire inscrire les sommes, recouvrées à leur profit, à leur compte postal.

Le déposant de valeurs, payables avec frais, a également la faculté de demander que le montant des frais de protêt soit imputé sur l'avoir de son compte courant postal.

Enfin, le débiteur d'une valeur à recouvrer, titulaire d'un compte postal, peut se libérer au moyen d'un chèque, émis au profit du receveur du bureau de poste le desservant.

Ces facilités nouvelles ne sont pas encore très connues du public, mais on peut penser que la clientèle en usera très largement lorsque l'institution des chèques postaux, en progression constante, aura généralisé en France le procédé de règlement des créances sans emploi de numéraire.

Pour payer un effet le tiré ou le souscripteur doit en principe se servir de monnaie ayant cours légal en France. Mais une loi du 28 août 1924 a autorisé les débiteurs à *payer les effets de commerce par chèques*¹. Parfois en effet celui-ci n'a pas une somme suffisante à domicile pour faire face à ses obligations ; le cas se produit très fréquemment, car de plus en plus les particuliers ont un compte en banque et paient les grosses sommes par chèque. Il était dès lors naturel que le législateur autorisât le paiement des effets de commerce par chèque.

Mais pour inciter à employer ce mode de paiement, certaines modifications ont dû intervenir, notamment

1. Loi du 29 août 1924. Sirey *Lois annotées* 1924-1925, p. 1716. Cf. J. Hamel, *Banques et opérations de banque*, n. 573 et suiv.

en cas de protêt. C'est l'article 162 C. de com., modifié par la loi du 28 août 1924, qui contient toute la législation relative au paiement des effets par chèques¹.

Le créancier n'est pas obligé d'accepter un chèque en paiement. L'alinéa 3 de l'article 162 C. com. est formel sur ce point : « Lorsque le porteur consent à recevoir un chèque en paiement... » Il fallait lui laisser cette faculté car connaissant son débiteur, lui seul pouvait prendre la décision.

La loi a envisagé le cas de non provision au chèque. Dans ce cas un protêt, faute de paiement du chèque, est dressé au domicile de paiement et dans les délais habituels. L'effet de commerce est considéré comme non payé et le tiré doit, au reçu de la notification, ou payer la lettre de change ou restituer celle-ci à l'officier ministériel. Il va de soi qu'il devra payer, outre le principal, les frais de protêt du chèque et ceux de la notification. S'il se refusait à acquitter ces derniers, il serait considéré comme n'ayant rien payé du tout.

Si le tiré de mauvaise foi refuse de restituer la lettre de change, un « acte de protestation » est aussitôt dressé et le défaut de restitution y est constaté. La loi fait même du refus de restitution un délit passible des peines prévues par l'article 408 C. pénal.

1. Le texte de l'art. 162 de 1807 exigeait la constatation du refus de paiement par protêt dès le lendemain de l'échéance, sauf si ce jour était un jour férié légal. La loi du 28 août 1924 dit : « Si le lendemain de l'échéance est un jour férié légal, le protêt est dressé le jour suivant ». La loi du 10 février 1928 a modifié ce texte en disposant : « Si le jour de l'échéance est un jour férié légal, le protêt est fait le second jour ouvrable qui suit ». — Ainsi on s'est efforcé de réduire le danger pour le porteur de ne pas pouvoir faire dresser protêt en temps utile. Voy. l'exposé des motifs du projet de loi déposé le 29 juillet 1924. *J.O. Docum. parlam.* 1924, p. 1250.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 a donné à cette partie de l'art. 162 C. com. le n° 148 B.

Il faut admettre également, bien que la loi soit muette sur ce point, que le tiré peut se libérer au moyen d'un chèque postal. La loi n'a pas précisé. Si elle avait entendu exclure le chèque postal elle n'aurait pas manqué de le dire, car c'est quelques années auparavant que ce dernier a été créé et le législateur y a certainement pensé.

Ainsi, soit par la forme dont se font les paiements, soit par les organismes qui se chargent des encaissements, les conditions matérielles du recouvrement des effets de commerce s'améliorent et permettent une présentation et une réalisation rapides et peu coûteuses¹.

A ce point de vue les banques rendent les plus grands services au commerce. Mais il ne s'agit pas en somme d'opérations qui sont spécifiquement bancaires, car elles pourraient être faites par d'autres et, dans la pratique, elles sont souvent faites par d'autres, notamment par des huissiers ou par des particuliers comme des rentiers ou des retraités qui trouvent ainsi le moyen d'augmenter leurs modestes ressources. Nous ne nous y arrêterons donc pas davantage².

L'objet de cet ouvrage est en effet d'étudier les procédés bancaires qui permettent aux commerçants de trouver du crédit. C'est là surtout que la banque vient en aide au commerce, c'est par là qu'elle lui est devenue indispensable.

1. Sur la manière dont les banquiers se couvrent des risques de recouvrement et tiennent leurs comptes d'encaissement avec leurs correspondants chargés d'opérer pour eux, Voy. Terrel et Lejeune, *Traité des opérations commerciales de banque*, p. 167 et suiv.

2. D'autre part, nous laissons également de côté toutes les opérations de banque qui ne profitent pas spécialement aux commerçants comme les dépôts en banque permettant d'émettre des chèques, d'opérer des virements, de faire des compensations, les avances sur titres et les ouvertures de crédit, les émissions de valeurs mobilières.

Nous examinerons successivement les deux opérations essentielles de ce crédit commercial bancaire : l'escompte et le compte courant. Ce dernier comportera une étude assez complexe comprenant : sa définition et ses caractères, ses effets juridiques, enfin une particularité qui est courante et qui s'y trouve sous-entendue : la clause sauf encaissement. En manière de conclusion, nous examinerons quel est le stade actuel de la jurisprudence en matière de compte courant et quelles sont les réformes qu'on propose d'apporter au fonctionnement de ce dernier.

CHAPITRE PREMIER

L'ESCOMPTE

Les banques ne servent pas seulement aux commerçants pour effectuer le recouvrement de leurs effets de commerce arrivés à échéance. Par leurs relations dans une vaste clientèle et par le crédit dont elles disposent, elles facilitent aux commerçants la réalisation des effets de commerce dont ils sont porteurs ; cela absorbe la presque totalité de leurs disponibilités¹.

Ainsi les banquiers sont courtiers ou commissionnaires en matière de lettres de change. Ils cherchent à acheter ou à vendre des traites d'un pays sur un autre ou bien ils cherchent, pour le compte d'une personne voulant vendre ou acheter des traites, une personne voulant en acheter ou vendre. L'article 76 C. de com. décide que les agents de change ont seuls le droit de négocier pour le compte d'autrui les lettres de change, et primitivement c'était même leur fonction principale, d'où leur nom. Mais dans la pratique, et surtout dans les grandes villes, les agents de change ont cessé de faire ces négociations ; ils les abandonnent à des intermédiaires

1. Terrel et Lejeune, *Traité des opérations commerciales de banque*, n. 21.

libres et aux banques cambistes. Ils restent toutefois chargés de coter les cours du change des effets de commerce.

Une autre opération bancaire est restée essentielle, s'est substituée dans la pratique à la négociation des effets et rend les plus grands services au commerce : c'est l'*escompte*.

Un effet de commerce est toujours à échéance plus ou moins longue. Le commerçant, non seulement le petit commerçant mais aussi le manufacturier, a souvent besoin de fonds sans pouvoir attendre l'échéance. Pour s'en procurer il remet l'effet à un banquier qui l'escompte et il lui laisse l'effet en garantie des deniers qui lui seront remis. A l'échéance le banquier se remboursera en négociant son gage. « Escompter un effet de commerce, c'est monnayer une créance non échue ».

Cette opération d'escompte est actuellement si fréquente et si générale qu'on peut dire qu'elle constitue l'aide la plus utile et la plus normale de la banque au commerce. Comme le banquier rend ce service avec les fonds qu'il a reçus en dépôt, il devient un intermédiaire entre les capitalistes qui ont des fonds disponibles et les producteurs qui font appel à son crédit¹.

Mais ces opérations d'escompte nécessitent des capitaux très importants que les banquiers ordinaires ne peuvent trouver ni dans leurs propres ressources, ni dans celles qu'elles tirent des dépôts des capitalistes. Elles sont donc amenées à reconstituer la contre-partie de leurs opérations d'escompte en s'adressant à la Banque qui détient le fonds de réserve national, en France à la

1. Terrel et Lejeune, *op. cit.*, p. 24.

Banque de France. Celle-ci réescompte les effets que les banques ordinaires ont escomptés et leur fournit ainsi les disponibilités nécessaires soit pour faire face aux retraits imprévus, soit pour augmenter le mouvement de leurs opérations et répondre ainsi aux besoins du commerce¹.

Malgré la sûreté que représente le paiement de l'effet à son échéance, le banquier n'avance jamais une somme égale à la valeur nominative de l'effet. Il en retient une partie, calculée, selon la valeur de l'effet présenté, et appelée *agio*. Cet *agio* comprend divers éléments :

les *intérêts* de la somme avancée par le banquier depuis le jour de l'escompte jusqu'au jour de l'échéance. Si le prêt n'avait pas été consenti le banquier aurait pu trouver un placement avantageux pour ses fonds, et les intérêts le dédommageront de cette perte éventuelle ;

une *commission*, qui constitue la rémunération du banquier pour le service rendu. Les intérêts qu'il perçoit ne sont pas une rémunération ; ils constituent la compensation de la perte qu'il a subie et leur calcul se fait très exactement d'après le temps restant à courir et sur le taux de l'intérêt. La commission est au contraire un véritable bénéfice, indépendant du facteur temps et qui n'est soumis à aucune règle si ce n'est l'accord de volonté des parties. Il est calculé sur le montant nominal de la somme prêtée. Le banquier peut demander 50 % de commission, et plus, s'il trouve des clients disposés à payer ce chiffre.

La commission comprend également les frais que le

1. Terrel et Lejeune, *op. cit.*, p. 119 et suiv. A la Banque de France les régents sont répartis en cinq comités pour exercer les détails de surveillance des opérations de la banque. Un de ces comités est le comité d'escompte.

banquier sera obligé d'exposer pour le recouvrement de l'effet. En pratique ils sont fixés à forfait par déduction d'un pourcentage du montant de l'effet escompté.

Enfin le banquier doit toujours envisager les *risques*.

Dans tout engagement d'escompte, il y a une part plus ou moins grande de risques. Si le tiré ne fait pas face à ses engagements, et si les souscripteurs ne sont pas en mesure de parer à cette éventualité, le banquier ne rentrera pas dans les fonds qu'il avait avancés.

Les banquiers divisent les risques en deux catégories :

Risque théorique : c'est le cas lorsque le « standing », ou situation commerciale des maisons avec laquelle on traite, offre toutes les garanties désirables pour la bonne fin des opérations. Il faut néanmoins prévoir ce risque, tout théorique qu'il soit, car dans le commerce il y a souvent de grandes surprises et les maisons les mieux assises et les plus puissantes ne sont pas à l'abri d'un coup de bourse ou d'un incendie.

Risque réel : lorsque les opérations offrent plus d'aléas en raison de la surface plus réduite présentée par les maisons intéressées, lesquelles sont par suite plus vulnérables aux événements imprévus qui peuvent se produire.

Pour parer dans la plus large mesure possible aux risques, les banques possèdent un organisme central qui s'occupe uniquement des opérations d'escompte et de classification des risques. Son rôle est complexe. Il crée des dossiers spéciaux appelés « feuilles de risques ». Il fait des enquêtes sur la solvabilité de chacun de ses clients, du tiré et éventuellement de l'avaliseur. Le plus généralement les papiers remis à l'escompte sont des « tirages directs », c'est-à-dire des effets n'ayant pas

encore circulé. Il est donc assez rare que le banquier ait à se préoccuper de la solvabilité des endosseurs, les coobligés les plus habituels étant le cédant (qui se confond avec le tireur), le tiré et éventuellement l'avaliseur.

C'est principalement avec le cédant que le banquier se trouve engagé; c'est avec lui qu'il est en contact direct et qu'il entretient des rapports suivis; le crédit de ce cédant joue donc un rôle prépondérant dans les opérations d'escompte. Le banquier apporte un soin tout particulier à déterminer la valeur de ce crédit.

Un autre facteur joue également dans l'établissement des feuilles de crédit: certaines personnes ont souvent du papier difficilement recouvrable; d'autres ont au contraire du papier payé recta. La proportion des effets payés et de ceux qui ne le sont pas est tenue très à jour dans tous les établissements de crédit pour chaque client particulier. On arrive ainsi à constituer des dossiers très complets et qui permettent au banquier de faire une confiance plus ou moins grande à ses clients.

Pour être escompté, un effet de commerce doit être en principe :

Régulier, c'est-à-dire fait suivant les prescriptions de la loi.

A terme normal. Pour diminuer le risque d'insolvabilité du tiré, le délai entre le tirage et l'échéance ne doit pas être trop long.

Accepté. Il y a là une garantie sérieuse pour le banquier et qui diminue de beaucoup les risques. L'escompte d'un papier accepté est toujours plus facile.

Sain. C'est-à-dire présenter le moins d'aléas possible. Selon la provenance de la créance dont l'effet est le titre, le banquier saura le crédit qu'il peut lui attacher.

Si l'effet a été donné en paiement d'un marché, il y a beaucoup de chances pour que le tiré soit solvable et que l'effet soit payé à l'échéance. Le nombre plus ou moins grand des endosseurs a également une influence sur la solidité du papier.

C'est l'appréciation de la valeur du papier escompté qui constitue le soin essentiel du banquier.

Le problème des risques domine toute la pratique des opérations d'escompte comme toutes les opérations commerciales. Plus les engagements sont divisés, moins est sensible au créancier la faillite d'un de ses débiteurs. Aussi les banquiers s'efforcent de répartir les crédits d'escompte entre le plus grand nombre possible de clients ; d'autre part, ils recherchent de préférence les cédants dont les remises comportent des risques répartis entre un plus grand nombre de coobligés, cas d'ailleurs relativement peu fréquent en pratique.

Parfois le commerçant remet à son banquier du papier non pour avoir du crédit, mais en paiement d'une dette qu'il a vis-à-vis de lui. Rien n'est changé si ce n'est que le banquier a déjà remis la contre-partie à son client.

La valeur du papier ayant été estimée par le banquier, il lui faut en recouvrer le montant. Chaque banque a ses usages particuliers et nous ne pouvons les étudier ici en détail. Les opérations sont sensiblement les mêmes et dérivent toutes de la pratique suivie par la Banque de France.

La Banque de France n'admet à l'escompte que les effets qui réunissent les conditions suivantes :

Tout d'abord *être courts*, non pas dans leur libellé, mais dans le temps de leur échéance. Lorsqu'un commer-

cant est à la tête de ses affaires et qu'il a un gros fonds de roulement, il ne tire que du papier « brûlant » c'est-à-dire des effets à très courte échéance. Si au contraire ses affaires sont embarrassées, il crée du papier pour se procurer des ressources fictives et il le crée le plus long possible pour avoir le temps de trouver les fonds nécessaires à son paiement. On conçoit aisément que la Banque de France ne veuille pas s'engager pour des délais trop longs et pour du papier qui risque de rester impayé. Elle a fixé le délai de 60 ou 90 jours selon les cas.

En second lieu, *être faits*, ce qui en langage courant signifie être revêtus de trois signatures au moins, celles du tireur, du tiré et du banquier qui joue le rôle d'avaliseur. Cette exigence dénote le souci constant de la Banque de France de pouvoir se retourner contre quelqu'un pour avoir paiement de ses débours. Cependant comme il est parfois difficile d'obtenir l'acceptation du tiré, la Banque de France se contente de *deux signatures* seulement, celles du tireur et du banquier premier escompteur. Mais dans ce cas elle exige un dépôt de garantie, constitué soit par des actions de la Banque de France, soit par des valeurs sur lesquelles elle a fait des avances; de sorte qu'elle est toujours garantie du paiement de l'effet à son échéance.

Enfin, les effets doivent *avoir un certain temps à courir* avant leur échéance. Ils doivent être compris entre un minimum et un maximum de délai, afin de permettre à la Banque de les présenter à temps. S'ils étaient à échéance du jour même ou du lendemain, le temps pourrait manquer pour les présenter à leur échéance surtout si ces effets sont tirés de place à place.

Toutes les catégories d'effets de commerce peuvent

être remis à l'escompte : traites, billets à ordre, warrants, chèques tirés sur Paris, sur les succursales, sur les bureaux auxiliaires ou les villes rattachées. Selon les cas le délai exigé par la Banque entre le jour de l'escompte et celui de l'échéance sera plus ou moins long. Certaines localités sont d'un accès assez difficile par suite du défaut de relations entre elles et Paris ou les succursales de la banque. Pour les places d'outre-mer, les causes de retard sont encore aggravées par l'irrégularité des départs de paquebots et par suite les délais sont encore augmentés. Par suite de cette sage mesure, aucune faute ne peut être relevée contre la Banque de France.

Une autre raison qui milite en faveur des délais demandés par la Banque provient de ce que les effets doivent produire un minimum d'intérêt. Un effet de faible importance ne produit en quelques jours que quelques centimes d'intérêt. Aussi pour éviter des résultats par trop choquants, on a décidé que, quel que soit l'effet et quelle que soit la date de son échéance, il ne produirait pas moins d'un minimum d'intérêt, fixé à forfait. Un effet de 25 francs ou un effet de 100 francs produiront, en huit jours par exemple, le même intérêt.

La Banque de France n'accepte que les effets payables dans une *localité où elle encaisse* le papier.

Ces localités se divisent en succursales, bureaux auxiliaires et villes rattachées. Dans ces dernières même, la Banque de France n'accepte que les effets payables les 5, 10, 20, 25 et fin de mois. Cette condition n'est pas très gênante puisque la Banque de France avait, avant la guerre, outre la Banque centrale, 143 succursales, 75 bureaux auxiliaires et 365 villes rattachées. Depuis, elle a créé des succursales en Alsace et en Lorraine.

Les trois conditions exigées par la Banque de France pour recevoir le papier à l'escompte, distinguent ce qu'on appelle le papier « bancable ». Comme peu de commerçants peuvent réunir ces trois conditions, ils sont presque toujours obligés de s'adresser à une banque privée pour escompter leurs effets à la Banque de France. Cette banque particulière fait le plus gros travail. Elle procède aux recherches sur la solvabilité du tireur, du tiré, des endosseurs, sur la valeur habituelle du papier du tireur et ne donne sa signature que si le papier est vraiment bon. Le crédit de la Banque de France est ainsi mieux assuré ; elle ne court pas le risque de recevoir du papier sans valeur, ou tout au moins ce risque est-il de beaucoup diminué.

D'autre part, ayant moins de comptes à surveiller, elle a la possibilité de surveiller plus attentivement la valeur des effets qu'elle escompte directement.

A part le recouvrement des effets remis à l'escompte, la Banque de France ouvre à ses clients trois sortes de comptes : comptes courants avec faculté d'escompte, comptes courants simples et comptes d'avances.

Les comptes courants donnent le droit aux titulaires de faire diverses opérations identiques à celles que peuvent faire les titulaires de comptes courants dans toute banque particulière. Nous ne nous en occuperons pas ici, réservant l'étude du compte courant pour d'autres chapitres de cet ouvrage.

Dans l'accord qui intervient entre le commerçant qui demande l'escompte et le banquier qui l'accorde, une question se pose : le taux de l'escompte est-il limité, ou bien le banquier peut-il, en évaluant les divers élé-

ments qui le composent, établir son escompte librement, sauf à le faire accepter par le commerçant, porteur de l'effet de commerce ?

Cette question a toujours été discutée en doctrine.

Certains auteurs considèrent l'opération d'escompte comme un prêt : le banquier, disent-ils, prête la somme qui lui sera remboursée lors de l'échéance du titre ; la différence entre la somme remboursée et la somme versée par le banquier, c'est-à-dire l'escompte, constitue la rémunération de cette avance : c'est un intérêt¹.

D'autres auteurs y voient plutôt une cession de créance : le banquier achète l'effet de commerce et la somme qu'il verse est un prix de vente ; l'escompte qu'il prélève constitue le bénéfice résultant de la différence entre la valeur de l'effet cédé et le prix payé. C'est en effet, disent-ils, par voie d'endossement que le plus souvent se réalise l'opération d'escompte ; or l'endossement est une cession du titre².

La nature juridique de l'escompte présentait un intérêt particulier avant la loi du 12 janvier 1886 qui a supprimé la limitation du taux de l'intérêt en matière commerciale, car alors l'intérêt n'était licite que jusqu'à 6 %.

La question était d'autant plus délicate, que, dans la pratique, le calcul de l'escompte se fait sur le montant nominal de l'effet de commerce et non sur la somme déboursée par le banquier qui fait l'escompte. Par suite le banquier percevait en fait un taux d'intérêt supérieur à

1. C'est en ce sens que paraît se décider M. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 3^e édit., N° 1624.- Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e édit., t. IV, N° 695 et 702.

2. En ce sens Wahl, *Précis de droit commercial*, 1922, N° 1753.- Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, 1925, N° 750 et 1417.

celui qui apparaît lorsque le commerçant encaisse. Le taux de 6 % par an était donc plus facilement atteint que s'il était calculé sur la somme avancée.

En outre, pour la facilité du décompte, les banques ont l'habitude de calculer l'escompte sur une année de 360 jours et non de 365, ce qui augmente encore le taux réel de l'intérêt dans la perception qui est faite.

La jurisprudence a depuis longtemps considéré que l'opération d'escompte était une cession de créance et par suite elle a reconnu au banquier le droit de percevoir, en sus des intérêts, une commission sur les avances par lui faites. Cependant, en même temps, elle reconnaît aux tribunaux le droit de rechercher d'une part si la commission correspond à un service réellement rendu, d'autre part si le chiffre n'en est pas excessif¹.

Cette jurisprudence est ancienne. Elle existait déjà avant la loi du 12 janvier 1886. Elle s'est maintenue depuis que cette loi a supprimé la limitation du taux de l'intérêt en matière commerciale. Les juges du fait ont donc conservé le droit d'apprécier si la commission perçue par le banquier est ou non excessive eu égard au service rendu et cette appréciation est souveraine.

Un décret-loi du 8 août 1935 a limité à nouveau le taux de l'intérêt légal et l'a fixé à 5 % en matière commerciale². Si l'on considérait l'escompte comme un prêt d'argent, le dépassement de ce taux par le banquier constituerait le délit d'usure. Mais la thèse adoptée par

1. Cass., 28 avril 1869, 16 août 1877, D. 79.1.238, S. 78.1.331 ; 14 janvier 1878 ; 24 mai 1880 ; 13 février 1883 ; 11 décembre 1888, S. 1889.1.197 ; 8 mars 1897, S. 97.1.281.

2. *J.O.*, 9 août 1935, *Les Lois Nouvelles*, 1935, p. 652.

la jurisprudence paraît bien établie. Elle est suffisamment souple à la fois pour laisser aux opérations d'escompte la liberté qui leur permet d'aider le commerce, et pour sanctionner cependant les abus auxquels certains banquiers pourraient se laisser entraîner en présence de commerçants pressés d'argent.

CHAPITRE II

LE COMPTE COURANT SA NATURE ET SES CARACTÈRES

Des relations d'affaires entre deux personnes aboutissent fréquemment à créer entre elles l'état de compte courant.

Bien qu'il ne soit pas nécessaire d'être commerçant pour avoir un compte courant, dans la majorité des cas ce sont des commerçants qui utilisent cette forme de contrat. Dans une vente commerciale, en effet, le débiteur des marchandises peut sans doute s'acquitter au comptant ou par la remise d'effets de commerce et, dans ce cas, c'est une vente pure et simple au comptant ou à terme.

Mais l'acheteur a le plus souvent besoin d'un certain temps pour s'acquitter et les deux commerçants concluent alors une vente à crédit. Sur ses livres, le vendeur se créditera de la somme due par son acheteur et en débitera celui-ci. Si les parties se bornent à cette opération unique, la dette de l'acheteur payée le compte sera clos.

Mais en pratique les relations d'affaires sont rarement aussi simples. Des opérations qui sont multiples amènent

fréquemment les commerçants à s'ouvrir un compte courant pour le règlement de leurs transactions; le compte courant n'est en effet utile que quand les parties sont en relations d'affaires suivies et multiples.

Si les parties conviennent qu'avant la clôture du compte résultant de ces opérations, aucune dette ne sera exigible, nous nous trouverons en présence d'un compte courant. C'est seulement à la clôture que la balance du Doit et de l'Avoir établira qui sera débiteur du solde, lequel sera seul exigible.

Etant donné le facteur personnel qui intervient dans la conclusion du compte courant, il est très difficile d'en donner une définition vraiment juridique. La meilleure est encore la suivante, empruntée à un arrêt de la Cour de Douai : « *Le compte courant est le contrat dans lequel, par conventions expresses ou tacites entre les correspondants, toutes les opérations intervenues entre eux-ci sont fondues en une masse unique où elles perdent leur individualité et sont remplacées par des articles de débit et de crédit dont le solde seul fait l'objet d'un règlement* »¹.

1. Douai, 6 novembre 1923, *Gaz. Pal.* 1924.1.121.

Dans le même sens V. Trib. com. Le Havre, 23 février 1926, *Rec. du Havre*, 1926.1.26.- Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, 10^e édit., N° 780. Voir une définition similaire dans Wahl, *Précis de droit commercial*, N° 757.- Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, L. 2, N° 1473.

On peut rapprocher cette définition de celles qu'en donnent les Codes portugais et chilien, les seules qui soient expressément fournies par le législateur.

Code portugais : « Il se forme un contrat de compte courant toutes les fois que deux personnes ayant à se remettre des valeurs l'une à l'autre s'obligent à transformer leurs créances en doit et avoir de sorte que le solde final résultant de leur règlement soit seul exigible ».

Code chilien : « Le compte courant est un contrat bilatéral et conventionnel par lequel l'une des personnes remet à l'autre ou reçoit d'elle en toute propriété des sommes d'argent ou toute autre valeur sans être tenue d'en faire un emploi déterminé ni obligée de tenir à la disposition de

Ce qui caractérise donc le compte courant, c'est sa *continuité*. Tant que dureront les opérations entre les deux contractants, le compte « courra » et sera appelé à se modifier suivant les circonstances.

Ce contrat présente de très grands avantages pour les commerçants, avantages qui cadrent parfaitement avec les principes dominants du commerce : utiliser tous les instants, employer tous les capitaux.

Il évite les frais de transport de numéraire et les risques inhérents à cette opération. A la clôture du compte le débiteur sera connu et s'exécutera. Un seul mouvement de fonds sera nécessaire pour une série d'opérations souvent très importantes.

Cette dernière opération peut elle-même être évitée dans le cas où le débiteur est lui-même créancier d'un tiers : par un simple jeu d'écritures il sera libéré vis-à-vis de son créancier ; seuls resteront en présence le tiers et le créancier primitif.

Le compte courant est donc un instrument de virement et de compensation très pratique car il n'est pas nécessaire que les dettes soient certaines, liquides et exigibles.

De plus, fréquemment, il se passe un certain temps entre le recouvrement et le paiement des fonds. Ce délai, si court soit-il, ne reste pas improductif. Toute somme entrant en compte courant porte immédiatement intérêt sans aucune perte de temps et à un taux généralement plus élevé que celui consenti par les banques.

celui qui fait la remise une somme ou une valeur équivalente, mais à charge de porter les remises au crédit de celui qui les effectue, de les liquider aux époques convenues, de les compenser en une seule fois jusqu'à concurrence du débit et du crédit et de payer le solde ».

Le Code argentin s'exprime dans le même sens.

Il y a là deux gros avantages pour les deux contractants. Aussi presque tous les commerçants qui sont en relation d'affaires ont entre eux un compte courant ¹.

Mais c'est surtout avec les banques que le compte courant prend de nos jours toute son utilité. Tout commerçant a un compte courant chez son banquier ou même plusieurs comptes courants chez divers banquiers.

Dans la pratique, en effet, le compte courant s'accompagne le plus souvent d'une ouverture de crédit et c'est par leur combinaison que le concours de la banque devient précieux pour le fonctionnement du commerce. Sans compte courant l'ouverture de crédit, quoique avantageuse et très appréciée, présente un inconvénient assez sérieux. Le crédit, étant épuisé, le banquier n'est jamais obligé de renouveler le contrat antérieur. Bien mieux, les remboursements partiels ne sont possibles qu'avec le consentement exprès du banquier.

Par contre, si les deux parties sont en compte courant, le crédit est libre de prendre ou de remettre des valeurs en compte, ce qui lui permet d'user plus longtemps de la faculté que lui a donnée le banquier. Parfois son crédit se trouvera dépassé, ce qui est impossible en cas d'ouverture de crédit pure et simple.

Ainsi, au cas d'une ouverture de crédit de 100.000 fr. si le commerçant, après avoir pris 40.000 francs en rembourse 20.000, il se trouvera crédité de 80.000 francs et pourra user de cette somme au gré de ses besoins. Cette double opération pourra se reproduire plusieurs fois, en sorte que si l'on totalise les sommes qui lui ont

1. Sur les avantages pratiques du compte courant voy. le rapport de M. J. Hamel à la Société d'études législatives, *Bulletin*, 1934, p. 237 et suiv.

été avancées elles auront dépassé le montant de l'ouverture de crédit. Mais en réalité le banquier n'a jamais été à découvert, parce que les différentes remises réciproques n'ont été que les articles d'un même compte dont le solde seul importe.

Pour alimenter son compte courant le commerçant peut, au lieu d'opérer des remboursements en espèces, faire des remises par le jeu d'une convention d'avances sur titres. Au débit du commerçant seront donc portées toutes les sommes que le banquier lui aura versées ou aura versées pour lui et sur son ordre. Au crédit seront inscrites toutes les remises qu'il aura faites sous des formes diverses : versements, virements, chèques, effets de commerce, ainsi que les coupons des titres qu'il aura déposés en garantie de son compte.

Ici encore, la combinaison du compte courant avec l'avance sur titres procure au commerçant des avantages que n'aurait pas l'avance sur titres simple. Dans ce dernier cas, le client qui rembourse une avance que lui a consentie la banque, diminue bien sa dette, mais il n'augmente pas son crédit. Avec un compte courant d'avances sur titres, le client conserve le montant total du crédit qui lui a été ouvert jusqu'à la fin du compte courant, pourvu qu'il l'alimente par le produit des coupons de ses titres, car le solde seul sera débiteur.

On aperçoit immédiatement la complexité de ce contrat, à la fois procédé de comptabilité, titre de créance et contrat productif de droits et obligations¹.

Procédé de comptabilité, il l'est en effet car il est néces-

1. V. J. Escarra, *Principes de droit commercial*, t. VI, n. 434.

saire de tenir une comptabilité spéciale indiquant immédiatement qui est débiteur ou créancier du solde éventuel.

C'est un *titre de créance*, non point tant qu'il reste ouvert puisque aucun des éléments qui y entrent ne peut en être détaché ; mais son solde devient un véritable titre de créance, liquide, exigible et produisant intérêt dès la date de sa clôture.

C'est enfin un *contrat productif de droits et obligations*, en ce sens que chacune des parties est à la fois débitrice et créancière de l'autre.

Aussi la nature, les caractères et les effets juridiques du compte courant sont difficiles à déterminer.

La loi française s'est fort peu occupée du compte courant. Seuls l'article 575 C. com. et la loi du 24 germinal de l'an XI le mentionnent. Encore ces textes ne traitent-ils que de points spéciaux.

La législation étrangère est plus abondante sur ce sujet. Certains Codes de commerce étrangers, les plus récents surtout, ont traité le compte courant d'une façon très approfondie. Tels sont les Codes chilien, italien, roumain, japonais. D'autres n'y font que quelques allusions pourtant plus importantes que ne le fait la loi française. Tels sont les Codes de commerce allemand, prussien, hongrois, espagnol et suisse.

En France le compte courant est un contrat purement coutumier¹, basé sur l'usage et la jurisprudence.

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour lui reconnaître les caractères d'un véritable contrat², mais

1. Pulby, *La coutume et le compte courant*, thèse, Paris, 1924.

2. Ou plutôt « le moyen d'exécution d'une convention ». V. Ripert, Discussion devant la Société d'études législatives, *Bulletin*, 1935, p. 183.

il n'en a pas toujours été ainsi. Il a fallu la succession et la superposition de plusieurs théories pour dégager nettement la nature juridique du compte courant.

La plus ancienne de toutes a été proposée par Merlin de Douai. Le compte-courant est « en termes de commerce l'état que deux négociants qui sont en relations d'affaires, tiennent de leur doit et avoir mutuel »¹. En d'autres termes il n'est pour cet auteur qu'un *simple procédé de comptabilité*.

Plusieurs décisions judiciaires ont consacré ce système, soutenu devant la Cour de cassation et repris devant la Cour de Paris².

Celle-ci dit notamment : « Attendu que les mots « compte courant » indiquent seulement le mode de comptabilité que les parties adoptent; qu'un compte courant ne constitue pas un contrat d'une nature particulière; qu'il n'est qu'un tableau présentant l'ensemble des opérations des parties et leur situation respective, dressée selon les conventions dont le caractère ne peut être modifié »³.

Ce système aujourd'hui abandonné n'a vu du compte courant que la forme extérieure, les écritures qu'il nécessite. Ses promoteurs n'ont pas aperçu les caractères qui en font un contrat. Ils allaient jusqu'à dire que le compte courant n'avait « aucun des caractères d'un contrat », puis se contredisaient et ajoutaient que « le consentement des parties est nécessaire pour faire entrer une valeur en compte »⁴.

Mais le consentement n'est-il pas l'un des éléments et

1. Merlin, *Répertoire*, V^o Compte courant.

2. Lyon, 2 décembre 1829 S. et P. Chron. Douai, 10 mai 1836, P. chron.

3. Paris, 25 mars 1862, Aff. Mires sous Cass. 20 juillet 1863, S. 1865.1.409.

4. Voyez Dietz, *Des comptes courants*, Paris, 1869.

même l'élément essentiel de tout contrat, éléments sans lequel aucun d'eux ne peut se former ?

C'est Pardessus, au début du *xix^e* siècle, qui en a donné l'idée première. Pour lui le compte courant est *un contrat de prêt*. Après avoir dit que l'état de compte courant créé entre deux commerçants « une espèce de contrat », il ajoute « le solde n'est en substance que le résumé de plusieurs prêts partiels faits sans aucune limite de remboursement »¹.

L'idée a été reprise par Massé qui voit dans le compte courant « une sorte de prêt réciproque »². Dans une autre partie de son ouvrage, l'auteur complète ainsi cette définition : « c'est un contrat par lequel il est convenu que les prêts réciproques, que pourront se faire sous forme d'avances et de remises deux commerçants qui sont en rapport d'affaires ou de correspondance, n'établiront entre eux les rapports de débiteur à créancier qu'au moment de l'arrêté de compte et que jusque-là, c'est-à-dire tant que le compte courra, il n'y aura pas de dettes réciproques, mais seulement crédit et débit, doit et avoir et des rapports de crédit à débité »³.

Cette définition montre assez bien par certains aspects ce qu'est le compte courant. Au lieu de s'en tenir, comme Merlin et ses disciples, à la forme extérieure, Massé va au fond des choses. Il a vu que le compte courant était bien un contrat et non un simple procédé de comptabilité. Il a très bien compris le mécanisme de ce contrat,

1. Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. I, N° 475.

2. Massé, *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, t. I.

3. Massé, *op. cit.*, t. IV, N° 2274.

Cette théorie a été reproduite dans le rapport présenté au Sénat belge lors du vote de la loi sur les faillites.

les remises que se font chaque partie transformées en simples articles de crédit ou de débit, pour n'envisager que le solde lors de la clôture du compte.

Mais c'est une analyse trop simpliste du contrat. En affirmant que le compte courant n'est qu'un contrat de prêt réciproque, Massé néglige l'intention des parties et les caractères essentiels du prêt.

En s'ouvrant un compte courant les parties n'ont pas eu l'intention de se faire des prêts d'argent, mais « de suppléer à la monnaie métallique ». Elles veulent éviter les risques et les lenteurs inhérents à tout transport d'argent. Ce ne sont pas des capitalistes cherchant un placement avantageux, mais bien deux commerçants désirant accélérer la marche de leurs opérations et diminuer les risques de leur profession.

D'autre part, dans un contrat de prêt, une des parties fait à l'autre une remise en toute propriété, « ... à charge pour l'emprunteur de rendre autant de même espèce et qualité... qu'il a reçu » (art. 1892 *in fine*, art. 1902 C. civ.); dès que le contrat de prêt est conclu, il y a un créancier et un débiteur. Dans le compte courant il n'y a momentanément qu'un débité et un crédité; ce n'est qu'à la clôture du compte que l'on saura qui est créancier ou débiteur.

Il y a donc dans le compte courant autre chose qu'un contrat de prêt.

D'après Peigné¹ le compte courant serait un *contrat de prêt et de mandat réciproque*. C'est une théorie très voisine de celle de Pardessus et Massé que nous venons de discuter.

1. V. Monginot, *Tenue des livres*, p. 430 et 444.

L'idée de mandat réciproque est aussi inadmissible que celle de prêt réciproque. Dans le compte courant les parties se font des remises en toute propriété. Il est donc impossible d'invoquer le mandat puisque la qualité de mandataire est incompatible avec celle de propriétaire.

La théorie de Noblet se rapproche des deux précédentes en ce qu'elle n'admet pas que le compte courant soit un contrat unique, mais la fusion de plusieurs contrats de droit civil¹. Cette théorie a été reprise et développée par Dalloz².

Frappés du caractère complexe de ce contrat ces auteurs ont prétendu qu'il était un composé tenant à la fois du prêt, du mandat, de la cession-transport et du dépôt

Il est facile de réfuter cette thèse qui contient une contradiction manifeste, car le dépôt est incompatible avec le mandat et encore plus avec le prêt.

Il semble que les auteurs de cette théorie aient fait une confusion. Le compte courant peut contenir des prêts, des mandats, etc..., mais cela ne veut pas dire qu'il en soit un composé.

De deux choses l'une : ou les contrats de prêt, mandat, etc... gardent leur individualité en entrant en compte courant et le compte courant n'est plus qu'un cadre comme le voulait la théorie de Merlin que nous avons réfutée, — ou les contrats perdent leur individualité en entrant en compte courant pour se fondre en un tout unique et le compte courant reste alors un contrat spécial ayant ses règles propres.

1. Noblet, *Du compte courant*, Paris, 1848, N° 60 et suiv.

2. Répertoire général Dalloz, V° Compte courant.

Les auteurs ont confondu le compte courant et les éléments qui concourent à sa formation.

Un jurisconsulte, M. Dufour, a proposé une théorie plus originale. Il a cherché non à retrouver dans le compte courant différents contrats plus ou moins défigurés, mais à en donner une définition basée sur les effets qu'il produit, considérés comme lui appartenant en propre.

Cet auteur a été frappé de ce fait que le compte courant est un contrat dans lequel les articles de crédit et de débit viennent se fondre en un tout unique et qu'il ne donne lieu à une action que pour le paiement du solde. Il en a conclu que le « compte courant constitue *un être de raison formé par les parties sans notification au public* »¹.

Autrement dit le compte courant serait une personne morale.

Cette théorie paraît bien contraire à l'intention des parties, commerçants positifs qui ne cherchent pas à créer des abstractions. Leur intention n'était certainement pas de créer une personne morale en se mettant en compte courant.

D'autre part, le législateur a décidé que toute personne morale qui se créerait devrait en aviser le public par des notifications bien déterminées. Aucune exception n'a été faite en faveur du compte courant. La personnalité morale n'est d'ailleurs accordée par le législateur qu'avec parcimonie et suivant une procédure complexe.

1. Dufour, *Essai d'une théorie juridique du compte courant*, Recueil de l'Académie de législation de Toulouse, t. IX, p. 189.

En écartant ainsi ces différents systèmes on aboutit à chercher la véritable nature juridique du compte courant dans un *contrat sui generis*.

Ce serait un contrat spécial présentant certaines analogies avec d'autres contrats, mais ayant ses règles, ses caractères propres.

MM. Delamarre et Le Poitevin ont été les premiers à émettre cette idée, unanimement admise depuis¹.

Sans doute le Code n'en parle pas. Mais notre Code n'a pas voulu réduire à cinq ou six types toutes les formes de l'activité juridique. Il n'a mentionné que les contrats les plus fréquemment employés à son époque et, prévoyant d'autres modalités de l'activité juridique, il a accordé le droit de faire n'importe quelle convention pourvu qu'elle ne contrarie pas l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 6, 1131 et 1133 C. civ.).

Si l'on recherche les caractères juridiques du compte courant, on voit qu'il est d'abord un contrat *synallagmatique*, car chacune des parties a vis-à-vis de l'autre des droits et des obligations. Ce qui distingue en effet le compte courant c'est la faculté pour chacune des parties de faire des remises et de recevoir. C'est ce qu'on appelle *la réciprocité des remises*, c'est-à-dire des prestations nécessaires venant se compenser en tout ou en partie, des remboursements opérés par la partie au profit de laquelle des avances auront été consenties.

1. Delamarre et Le Poitevin, *Traité théorique et pratique du droit commercial*, 1860-1861, 2^e édit., t. III, N^o 340.

V. également Feitu, *Traité du compte courant*, 1873, N^o 55 et suiv.- Boistel, *Théorie juridique du compte courant*, N^o 881.- Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2^e édit., t. IV, N^o 792.- Wahl, *Précis de droit commercial*, N^o 1764.- Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, N^o 1473.

La Cour de cassation s'est plusieurs fois prononcé en ce sens : « L'essence du compte courant suppose nécessairement une réciprocité de remises se traduisant en articles de crédit et de débit destinés à se balancer en un solde définitif à la clôture du compte »¹.

C'est surtout en matière fiscale que la Cour de Cassation a formulé ce principe afin de déjouer la combinaison employée par les sociétés qui, dans le but d'échapper à l'impôt sur le revenu établi par la loi du 29 juin 1872, adoptaient la forme du compte courant pour masquer un simple emprunt.

Mais pour qu'il y ait réciprocité de remises, il n'est pas nécessaire que le compte courant lui-même ait été réciproque. Il peut être simple, c'est-à-dire que l'une des parties a entendu ne jamais être en avance vis-à-vis de l'autre et qu'elle n'a consenti des ouvertures de compte que sous le bénéfice des garanties qu'elle a stipulées à son profit². C'est ainsi que les banques agissent souvent vis-à-vis de commerçants à l'égard desquels elles entendent rester couvertes.

C'est ensuite un contrat à *titre onéreux*, du fait même qu'il est synallagmatique ; aucun des correspondants ne fait de libéralités à l'autre et chacun poursuit un but intéressé.

C'est un contrat *successif*. Le but de l'opération étant de compenser, il faut qu'il y ait matière à compensation, d'où nécessité de la multiplicité des remises. Elles ont lieu l'une après l'autre, se superposant, s'enchevêtrant pendant un laps de temps déterminé, d'une manière

1. Cass. req., 13 juillet 1892, S. 93.1.153 ; Cass. civ., 3 décembre 1901, S. 1902.1.294, D. 1903.1.601.

2. Cass. civ., 2 juillet 1890 (1^{er} arrêt), S. 91.1.177.

quasiment ininterrompue et chacune subira le même sort que celle qui précède. Elle perdra son individualité, se fondra dans le compte pour devenir un simple article de crédit ou de débit selon les effets que produit le compte courant.

Le compte-courant est-il un *contrat commercial ou civil* ? L'intérêt de la question se présente au point de vue de la compétence du Tribunal, du taux des intérêts et de l'administration de la preuve.

La difficulté provient de ce que ce contrat peut être passé entre des commerçants ou des non commerçants et peut avoir pour objet des opérations civiles ou commerciales.

Il a le caractère civil ou commercial selon le caractère des opérations dont il est le plus fréquemment l'objet. Il en est de même quant au caractère civil ou non des parties qui l'ont conclu.

Lorsque les deux parties n'ont pas la même qualité, la Cour de cassation a décidé « qu'il importe peu que l'un des contractants soit non commerçant puisqu'il fait un acte de commerce et que la réciprocité est de règle en matière de compte courant »¹.

Certaines décisions judiciaires cependant se sont refusées à admettre cette thèse, également critiquée par une partie de la doctrine. En effet, le compte courant n'étant pas compris dans l'énumération des actes de commerce de l'article 632 C. com. n'est pas nécessairement un acte de commerce.

Pour ce qui a trait à la compétence, au taux de l'intérêt et à l'administration de la preuve, le critérium sera établi par les opérations dont il est l'objet.

1. Cass., 11 mars 1856, S. 1856.1.729.

Pour ce qui a trait à ses effets, il importe de toujours suivre les usages du commerce. Le compte courant quoique n'étant pas juridiquement un contrat commercial en a principalement le caractère. C'est une institution créée par le commerce, pour le commerce. C'est lui qui en a jeté les bases. Donc son emploi par un non commerçant n'est qu'un emprunt au commerce dont il doit, dans son intérêt, respecter les usages.

Il est intéressant de noter que les Codes de commerce italien ou roumain donnent au compte courant le caractère civil ou commercial selon les cas. Le Code portugais, au contraire, le qualifie toujours d'acte de commerce même s'il est passé par des non commerçants.

Enfin le compte courant, malgré son aspect matériel et malgré la nécessité de remises, doit être considéré non comme un contrat réel, mais comme un contrat *consensuel* que l'accord des parties suffit à former. Il n'exige pas la rédaction d'un écrit¹. Il peut y avoir convention de compte courant conclue par un simple accord verbal, même tacitement. C'est une question que les juges du fait tranchent souverainement².

« Attendu, dit la Cour de Douai, que le compte d'entre les parties présente toutes les caractéristiques d'un compte courant ; qu'il se compose de remises réciproques de valeurs, faites sans affectation spéciale, se compensant mutuellement de manière à produire un solde final qui seul est à considérer pour déterminer la qualité de créancier ou de débiteur ; que ces remises n'ont pas été faites

1. La question de la nécessité d'un écrit a été longuement discutée à l'occasion du projet de réglementation élaboré en 1935 par la Société d'études législatives. V. *infra*, chap. V.

2. Cass. req., 16 mars 1856, D. 58.1.199 ; Req., 11 janvier 1887, D. 88.1.382 ; Cass. civ., 27 juillet 1909, D. 1910.1.345 ; Cass., 15 juillet 1903, S. 1905.1.213 ; Cass. req., 1^{er} février 1928, S. 1931.1.86.

à charge de rétribution, mais à titre définitif et en pleine propriété ; que le compte courant était arrêté deux fois par an et productif d'intérêts ; que son reliquat formait au crédit de celui qui en était le bénéficiaire le premier article d'un compte nouveau »¹.

Les juges du fait apprécient de même souverainement quelles sont les opérations intervenues entre les correspondants qui rentrent dans le compte courant et quelles sont celles qu'ils ont pu valablement avoir eu l'intention de laisser en dehors².

Lorsque le contrat est commercial la preuve de sa formation pourrait même être fournie en l'absence d'écrit et par tous moyens (C. com. art. 106). Mais en pratique, s'il n'y a pas de convention particulière, le compte courant résultera des écritures des parties et les juges auront à déterminer si ces écritures présentent les caractères du compte courant afin de leur faire produire les effets juridiques attachés à ce contrat³.

1. Douai, 28 novembre 1901, D. 1905.2.457. Voyez de même Paris, 4 avril 1906, D. 1906.2.76.

2. Cass. req., 29 mars 1886, S. 1886.1.301 ; Cass. civ., 23 octobre 1913, S. 1913.1.549 ; Cass. civ., 14 avril 1919, en note sous Trib. com. de Saint-Quentin, 16 mai 1933, S. 1934.2.37 ; Cass. req., 29 juillet 1935, S. 1935.1.387.

3. La jurisprudence abonde en décisions qui ont eu à trancher cette question. Voyez par exemple, Paris, 14 mai 1900, *Journal Le Droit*, 19 juin 1900 ; Poitiers, 7 novembre 1898, S. 1900.2.263 ; Paris, 19 mars 1904, *Gaz. Pal.* 1904.1.577.

CHAPITRE III

EFFETS JURIDIQUES DU COMPTE COURANT

La détermination des effets juridiques du compte courant a d'autant plus d'importance que le plus souvent, pour définir le compte courant, c'est à la constatation de ses effets que les tribunaux s'attachent, en l'absence d'une convention expresse passée entre les parties¹.

Le but même que poursuit le compte courant fournit son premier caractère : *l'indivisibilité*. Toutes les opérations qui y entrent sont fondues en une masse unique où elles sont remplacées par des articles de débit et de crédit dont le solde seul doit faire l'objet d'un règlement. Tant que le compte n'est pas terminé, il n'y a ni créancier, ni débiteur.

Ces articles de débit et de crédit ne sont donc pas des créances distinctes, mais seulement les éléments d'un tout indivisible et indécomposable. Comme l'écrivait Feitu : « Tant que le compte court, les divers articles du compte se tiennent et sont, entre eux, comme enchaînés sans qu'on puisse détacher un seul anneau.

1. J. Escarra, *Principes de droit commercial*, t. VI, p. 267 : « La grande importance de l'institution vient de ce qu'elle constitue un contrat, ou à tout le moins une convention, produisant des effets juridiques puissants et originaux ».

Il y a un mouvement continuuel d'affaires, une fluctuation perpétuelle d'opérations; les remises succèdent aux remises; c'est un état d'oscillation et en quelque sorte de va et vient »¹.

Conséquence immédiate : aucun des deux correspondants ne peut retirer un article du compte courant, par exemple pour en poursuivre en justice le paiement. Il ne peut rompre le faisceau du compte tant que celui-ci court².

Les créanciers des parties se voient opposer la même fin de non recevoir. Ils ne peuvent faire de saisie-arrêt sur un compte courant tant qu'il n'est pas clos. Tout ce qu'ils pourraient faire pour sauvegarder leurs droits serait d'interdire aux *deux* parties de solder leur compte courant et de faire défense au débiteur éventuel de payer ce qu'il doit à son créancier³.

Autre conséquence : malgré les remises que se font les parties il ne peut y avoir lieu à imputation des paiements. Les remises faites par l'une des parties

1. Feitu, *Traité du compte courant*, 1873, p. 312. De même Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2^e édit., t. IV, N° 826.- Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, t. II, N° 1493. Cass. civ., 17 janvier 1849, D. 49.1.49; Cass., 22 mars 1852, D. 52.1.86.

2. Bordeaux, 23 janvier 1851, D. 51.2.136; Alger, 20 janvier 1877, S. 77.2.198; Limoges, 18 juillet 1895, D. 98.2.395.

3. Paris, 27 janvier 1855, D. 55.2.241; Cass. civ., 28 juin 1922, S. 1923.1.225 et la note de M. Paul Esmein, D. 1925.1.72.

Sur ce qu'on appelle, d'une expression un peu absolue, l'insaisissabilité du compte courant, voy. J. Escarra, *op. cit.*, p. 315 et suiv.

Certains auteurs voudraient limiter l'interdiction des saisies-arrêts à celle qui porte sur une créance déterminée et faisant l'objet d'une inscription au crédit du débiteur saisi. Ils repoussent cette interdiction pour la saisie-arrêt qui porte sur la créance résultant du compte, au profit du débiteur saisi, au jour de la saisie-arrêt. V. J. Hamel, *Banques et opérations de banque*, N° 382. Cette distinction n'est pas suivie par la jurisprudence qui strictement annule toute saisie-arrêt pouvant interrompre le compte courant pendant qu'il fonctionne. V. Cass. civ., 28 juin 1922. Sur l'utilité de cette interdiction et sur les abus qu'elle entraîne, V. J. J. Escarra, *op. cit.*, N° 501 et suiv.

diminueront d'autant son débit, mais ne peuvent régler telle dette plutôt que telle autre¹.

De même aucune compensation ne peut s'opérer pendant la durée du compte courant. L'article 1291 du Code civil déclare en termes exprès que la compensation ne peut avoir lieu qu'entre dettes également « liquides et exigibles ».

Or les deux conditions, liquidité et exigibilité, ne se trouveront réunies que lors de la clôture du compte.

Cependant les parties peuvent s'entendre pour écarter l'indivisibilité du compte courant dans certains cas, par exemple ne pas y faire entrer telle ou telle valeur², convention valable à la seule condition que les parties se soient expressément expliquées sur ce point; cette exception au principe de l'indivisibilité ne pourrait pas s'induire des faits de la cause. Il en est de même pour une sûreté affectée à un compte courant : il peut être stipulé qu'elle ne garantira que la valeur actuelle du compte courant sans que le surplus du solde en cas de plus-value soit garanti.

Toutes les conséquences de ce qu'on appelle *l'indivisibilité* du compte courant ont été souvent examinées et précisées par la jurisprudence.

Cependant, pour certaines d'entre elles, les tribunaux n'ont pas pu maintenir le principe intangible.

Ainsi, on admet que l'une des deux parties, dont le crédit au cours du compte courant dépasse le débit, peut faire révoquer par l'action paulienne les actes

1. Cass. civ., 17 janvier 1849, D. 49.1.49; Cass., 24 mai 1854, D. 54.1.179; Douai, 5 mars 1897, D. 97.2.220.

2. Cass. req., 29 mars 1886, S. 1886.1.301; Cass. civ., 14 avril 1919, S. 1934.2.37 en note.

frauduleux qui ont été passés par son cocontractant et qui mettront ce dernier dans l'impossibilité de payer sa dette à la clôture du compte¹.

Si l'on devait s'attacher rigoureusement à la notion d'indivisibilité du compte, l'action révocatrice de l'article 1167 ne devrait pas être possible, puisqu'elle suppose une créance antérieure à l'acte frauduleux et que tant que le compte est en cours il n'y a, des deux contractants, ni créancier ni débiteur.

On admet également que le commerçant porte la créance ou la dette, résultant pour lui de l'état actuel du compte courant, au bilan ou inventaire de sa maison de commerce. Il y a là une nécessité en vue de satisfaire à la sincérité de ce bilan, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une société, car sans cette inscription le bilan serait faux et les sommes distribuées aux associés constitueraient des dividendes insuffisants ou fictifs.

De même, lorsqu'une des deux parties fait une donation de biens présents et à venir, la jurisprudence admet que, dans l'état de ses dettes et charges établi en vertu de l'article 1084 C. civ. et existant au jour de la donation, elle peut mentionner le montant du solde dont elle serait débitrice si le compte courant était arrêté à cette date. En l'absence de cette mention le donataire serait privé, lors du décès du donateur, de la faculté d'opter pour les biens présents et serait tenu d'accepter ou de répudier la donation pour le tout (art. 1086)².

En présence de ces anomalies difficiles à expliquer

1. Cass. req., 12 novembre 1872, D. 74.1.78, S. 73.1.59. Voy. critique de cette jurisprudence dans Wahl, *Précis de droit commercial*, N° 1773.

2. Montpellier, 7 décembre 1860, D. 61.2.180 et, sur pourvoi, Req., 13 novembre 1861, D. 62.1.26, S. 62.1.62.

en doctrine, certains auteurs ont proposé de restreindre le sens et la portée de l'indivisibilité du compte courant¹. Ils proposent de substituer à l'idée d'indivisibilité celle de nantissement pour expliquer les effets du compte-courant. « C'est une situation de fait, d'abord, que cette présence entre les mains du créancier de valeurs appartenant au débiteur. Mais cette situation de fait constitue pour lui une garantie. Elle est de nature à faciliter et répandre, en le rendant plus sûr, l'usage du compte courant. Elle devait tendre à se transformer en garantie de droit. Mais les conditions d'un nantissement sont-elles réunies ? Elles le sont en effet... »².

Mais la jurisprudence n'a pas encore abandonné la notion de l'indivisibilité du compte courant.

Pour expliquer les dérogations qu'elle apporte à cette théorie, on fait observer qu'en dehors des effets que le compte courant comporte dans les rapports des contractants pour son règlement final, il y a cependant, au cours de son évolution, des éléments soit de passif, soit d'actif, qui contiennent des *germes* d'obligation ou de créance et dont on peut tenir compte sans porter atteinte à la volonté des parties ni au fonctionnement du contrat³. Pratiquement, il est nécessaire d'arrêter provisoirement le compte et d'en déduire certaines conséquences, notam-

1. V. notamment l'article de M. Paul Esmein, *Essai sur la théorie juridique du compte courant*, *Rev. trim. de droit civil*, 1920, p. 79 et suiv. V. de même sa note sous Cass. civ., 23 janvier 1922, S. 1923.1.225.- Voy. également les notes de M. J. Hamel au Dalloz 1930.1.98 et 1932.1.49.

2. Paul Esmein, *op. cit.*, p. 91. Cf. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, N° 1658 : « La connexité des éléments du compte courant explique le principal avantage qu'on y trouve. Les remises que l'un des opérateurs reçoit de l'autre forment couverture entre ses mains. Il effectuera réciproquement des remises ou des avances à son correspondant, sans être exposé à l'insolvabilité de celui-ci ».

3. Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, N° 1494.

ment en vue de garantir la sincérité de situations extérieures au compte courant.

Puisque la notion d'indivisibilité empêche qu'il y ait entre les parties ni créance ni dette proprement dite jusqu'à la constitution du solde, les remises qu'elles se font réciproquement perdent leur individualité. Elles se transforment en de simples articles du compte¹.

Il y a donc *novation*. C'est le second effet du compte courant.

Le compte courant est désormais le titre des parties et par suite les créances qui y sont portées sont frappées de novation. Telle est l'argumentation de la jurisprudence. Telle est encore aujourd'hui la doctrine presque unanimement admise².

Cette novation n'est pas cependant *stricto-sensu* celle que suppose le Code civil. Il n'y a pas à proprement parler remplacement d'une créance par une autre créance, substitution d'une obligation nouvelle à une obligation préexistante. La créance est simplement remplacée par un article de crédit dans un compte. Cet article, qui prend une existence absolument indépendante de sa cause, peut être seulement le germe d'une créance future. Mais il n'y aura de créance définitive que plus tard, lorsque le solde du compte sera établi et cette créance elle-même ne sera pas composée des articles successifs de crédit; elle en sera distincte.

1. Cf. Cass. civ., 25 avril 1910, D. 1912.1.364, S. 1913.1.265 et la note de M. J. Bourcart.

2. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. IV, N° 823 et suiv.- Wahl, *Précis de droit commercial*, N° 1775.- Thaller, *Précis de droit commercial*, N° 1664.- Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, N° 1492.- Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de droit civil*, 11^e édit., t. II, N° 538 bis.- Jean Escarra, *Principes de droit commercial*, t. VI, N° 486 et suiv.

Ce n'est donc qu'une sorte de quasi-novation qui s'institue au moment de chaque remise faite à un compte courant¹.

Cette quasi-novation entraîne les principaux effets de la novation ordinaire et notamment les deux suivants.

Tout d'abord les sûretés personnelles ou réelles qui garantissaient les créances disparaissent². C'est l'application du principe posé par l'article 1281 C. civ. Ainsi lorsque le porteur d'une lettre de change la remet au banquier, le tireur et les endosseurs sont libérés de leur obligation de garantie. Lorsqu'une créance résultant d'un prix de vente entre au compte courant, le vendeur perd son privilège et son action résolutoire.

Sans doute on peut déroger à cette conséquence et convenir que les sûretés seront transportées sur le solde éventuel du compte³. Mais cette dérogation aux effets

1. « Certes il n'est peut-être pas tout à fait exact de parler d'une novation au sens où ce terme est employé dans les articles 1271 et suiv. du Code civil » (note de M. J. Hamel au Dalloz, 1930.1.98).

Aussi certains auteurs ont nettement combattu la théorie de la novation dans le compte courant. M. Paul Esmein, dans un article de la *Rev. trim. de droit civil*, 1920, p. 87, déjà cité, écrit : « Pour en finir avec cette idée de novation, nous voulons nous attaquer à son principe même : l'idée de la transformation de la créance et de son remplacement par un article de compte. Si cette idée justifie assez bien à l'esprit le recul de l'exigibilité et la compensation en bloc à la clôture du compte, elle est inquiétante dans son abstraction ; elle fait croire qu'il n'y a plus de droit, mais seulement de la comptabilité, qu'un article de compte, valeur de compte, a pu remplacer une créance, valeur juridique. Or si la créance versée en compte perd bien certains de ses attributs, ainsi l'exigibilité, il n'en résulte pas qu'elle disparaisse ».

Pour la critique de ces théories, V. Jean Escarra, *Principes de droit commercial*, t. VI, N° 469 et 486.

2. Cass. civ., 25 avril 1910, S. 1913.1.265. Nous verrons, au chapitre V, l'évolution actuelle de la jurisprudence qui tend à repousser cette conséquence de l'effet novatoire du compte-courant.

3. Cass. civ., 12 juin 1936, *Gaz. Pal.* 1936.2.422. « Si l'effet novatoire produit par la transformation d'une obligation en article de compte courant entraîne, en principe, la disparition des sûretés réelles ou personnelles qui assortissaient originairement cette obligation, le constituant des dites sûretés reste libre de les maintenir au profit du créancier pour la garantie du paiement du solde, à dégager lors de la clôture du compte courant ». De même Cass. req., 15 juillet 1912, S. 1913.1.36.

du compte courant suppose un accord entre le créancier et les garants (caution, propriétaire du gage)¹.

De même la novation interrompt la prescription, ou plutôt elle substitue la prescription trentenaire du droit commun aux prescriptions spéciales de chacun des éléments du compte. Ces éléments en effet perdant leur individualité, il n'y a plus qu'une seule créance, celle résultant du solde du compte qui est une créance nouvelle soumise à la prescription de 30 ans (C. civ. art. 2262).

Ainsi, si la créance résulte d'une lettre de change portée au compte, on n'appliquera plus la prescription de cinq ans prévue par l'art. 189 C. com.².

De même une créance d'intérêts ne serait plus soumise à la prescription de cinq ans prévue par l'art. 2277 C. civ.

En résumé, les effets du compte courant suppriment toute créance et toute dette entre les parties, jusqu'à la constitution du solde qui seul devra être réglé. Il en résulte cette particularité que les créances, entrant en compte courant, perdent leur caractère civil ou commercial pour prendre celui du contrat de compte courant lui-même.

Outre ces deux principaux effets, indivisibilité du compte et novation des créances, le compte courant produit un effet moins important, mais original en ce sens qu'il ne découle pas des principes qui règlent la matière. Dès le moment où une somme est inscrite au

1. En ce sens Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. IV, N° 803.- Wahl, *op. cit.*, N° 1777.- Lacour et Bouteron, *op. cit.*, N° 1492.- Terrel et Lejeune, *Opérations commerciales de banque*, p. 410. En sens inverse voy. la note de M. G. Bourcart sous Cass. civ., 25 avril 1910, S. 1913.1.265.

2. Cass. civ., 10 janvier 1872, D. 72.1.102, S. 72.1.25.

crédit de l'une des parties, elle produit immédiatement *intérêt*.

Tout le monde est d'accord pour le reconnaître, mais il y a divergence entre les auteurs au point de vue du motif juridique qui fait courir les intérêts.

Les anciens auteurs, Massé et Pardessus, y voyaient une application de l'article 2001 C. civ., d'après lequel les intérêts pour toute somme due par le mandant au mandataire courent de plein droit dès que les avances sont constatées. Cette manière de voir était la conséquence de la théorie soutenue par ces auteurs sur la nature juridique du compte courant, théorie que nous avons réfutée¹.

Certaines décisions judiciaires ont même admis ce principe². Mais il ne s'agit là que de décisions isolées.

Pour Boistel, il y aurait une dérogation à l'article 1153 C. civ.³. Cette explication ne peut être admise. L'article 1153 en effet parle des sommes exigibles, ce qui n'est pas le cas pour les créances entrées en compte courant.

D'ailleurs, l'article 1153 dans son § 1^{er} *in fine* dit : « sauf les règles particulières au commerce » et il envisage ainsi une dérogation au principe posé au début. C'est en effet un usage commercial constant consacré par la jurisprudence⁴ et qui s'explique aisé-

1. Massé, *op. cit.*, t. IV, N° 2274. - Pardessus, *op. cit.*, t. I, N° 475.

2. Lyon, 20 novembre 1857, S. 1858.2.699.

3. Boistel, *op. cit.*, N° 886 A.

4. Cass. req., 12 juin 1876, S. 76.1.374 ; Cass. req., 18 novembre 1896, S. 97.1.351 ; pour le solde du compte, Cass. req., 29 janvier 1902, S. 1902.1.331 et, pour le redressement de compte par décision de justice, Cass. civ., 16 décembre 1918, S. 1920.1.63. Dans ce dernier arrêt la Cour de cassation a décidé que les éléments rectifiés du compte y reprennent place au jour où ils auraient dû y figurer, et non pas seulement du jour où ils ont été judiciairement reconnus, et qu'ils portent intérêt également du jour où ils auraient dû être portés en compte. La décision de justice est en effet déclarative et non attributive de droits.

ment. Le commerce a pour maxime « utiliser tous les instants et tous les capitaux », et en compte courant l'entrée d'une somme et son retrait peuvent être séparés par des délais fort longs. C'est la raison pour laquelle toute somme entrant en compte courant produit intérêt *de plano*¹.

D'ailleurs la convention des parties peut modifier ce principe. Ainsi la Banque de France ne sert pas d'intérêts aux crédits de ses clients, mais en sens inverse si, lors des balances périodiques, ses clients sont en débit elle leur prend des intérêts.

Pour calculer les intérêts d'un compte courant, deux méthodes principales sont employées : ou bien l'intérêt est calculé sur le solde du compte à chaque inscription d'une nouvelle écriture, ou bien le calcul des intérêts se fait individuellement sur chaque élément du compte débit d'un côté, crédit de l'autre, et compensés ensuite à l'arrêté du compte².

Le taux de l'intérêt est celui stipulé par les parties ou celui qui est déterminé par le caractère civil ou commercial de celles-ci. Si les parties ont gardé le silence, et en cas de contrat passé entre commerçant et non commerçant, la question peut être embarrassante. On admet généralement que le taux commercial est seul applicable, car le banquier qui est commerçant a droit aux intérêts commerciaux dont bénéficiera le non commerçant par voie de réciprocité. Mais les parties peuvent convenir que la réciprocité ne sera pas obligatoire et que le taux de l'intérêt ne sera pas le même pour le remettant que pour

1. Feitu, *op. cit.*, N° 263 ; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. IV, N° 845 ; J. Hamel, *Banques et opérations de banque*, N° 385.

2. V. Terrel et Lejeune, *Opérations commerciales de banque*, p. 48.

le récepteur. Souvent les banquiers stipulent que les intérêts ne seront pas dus quelques jours après encaissement ou quelques jours avant décaissement, pour compenser la perte que leur fait subir le temps qu'ils mettent à négocier les valeurs.

Fréquemment les parties conviennent d'arrêter le compte courant à intervalles déterminés, généralement tous les trois ou six mois. Le solde de ces arrêtés est reporté comme premier article d'un nouveau compte et il produit *ipso facto* lui-même des intérêts qui sont fixés par l'usage ou par la convention des parties.

Ce solde est formé à la fois de capitaux remis et d'intérêts déjà produits par ces capitaux, en sorte qu'il y a ici une *capitalisation* d'intérêts, un véritable anatocisme, et cette capitalisation s'applique à des intérêts qui ont couru depuis le dernier arrêté de compte, c'est-à-dire depuis moins de trois ou six mois. Or, d'après l'article 1154 C. civ., l'anatocisme n'est permis qu'autant que les intérêts sont dus pour une année entière.

Malgré cette règle prohibitive, une jurisprudence constante a consacré cet usage commercial, car il permet le fonctionnement normal des arrêtés de compte périodiques sans lesquels les parties ne parviendraient pas à s'expliquer leur situation respective¹.

Au point de vue juridique certains auteurs ont vu dans cette pratique soit une atteinte à la prohibition de

1. Un arrêt ancien Cass. req., 10 novembre 1818, *Jurisprud. génér.*, V° Compte courant N° 102, avait condamné cette capitalisation. Mais dès 1822 le revirement de la Chambre des requêtes fut complet, et après des hésitations de la part de certaines cours pendant la première moitié du XIX^e siècle, un arrêt de la Chambre civile 14 mai 1850, D. 501.1.157, a définitivement fixé la jurisprudence en consacrant cet usage commercial.

V. Cass. req., 12 juin 1876, S. 1876.1.374 ; Cass. req., 5 décembre 1910, S. 1912.1.76 ; Cass. req., 18 novembre 1896, S. 1897.1.351 ; Cass. civ., 7 février 1927, S. 1927.1.163 ; Cass. civ., 21 juillet 1931, D. 1931.1.399.

l'article 1154 C. civ. qui est d'ordre public¹, soit une dérogation au principe de l'indivisibilité du compte courant².

Cependant pour la justifier on invoque précisément l'indivisibilité du compte courant, car ce principe ne permet pas, à chaque arrêté de compte trimestriel ou semestriel, de décomposer le solde et de rechercher la part qu'il comprend comme intérêts. Il n'y a ni capitaux ni intérêts; il n'y a qu'un crédit et un débit. Le solde à nouveau n'est qu'un article de crédit pour l'une des parties, un article de débit pour l'autre; il n'arrête pas le compte et ne constitue pas une seconde novation³.

Mais si la capitalisation des intérêts peut être valablement stipulée suivant les usages du commerce pour la durée du compte, elle ne saurait en aucun cas se prolonger au delà de l'époque où le compte courant a pris fin, sinon dans les conditions prévues par l'article 1154 C. civ., c'est-à-dire au bout de chaque année, et encore pourvu qu'il y ait eu à cet égard une convention spéciale ou une demande judiciaire⁴.

En outre la Cour de cassation, tout en considérant la capitalisation des intérêts comme régulière, ne l'admet que sous certaines conditions qui correspondent à son but, le fonctionnement pratique et sincère du compte courant. Elle la repousse lorsqu'elle laisse supposer des fraudes ou un abus de la part du banquier.

1. Les anciens auteurs la condamnaient. V. Dietz, *Des comptes courants*, 1869, p. 220.- Delamarre et Le Poitevin, *Traité de droit commercial*, 1860, t. III, N° 338.- Feitu, *Traité du compte courant*, 1873, N° 282. Dans les auteurs modernes, voy. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, p. 812.

2. Note (paragraphe II) de M. J. Hamel, sous Cass. civ., 21 juillet 1931, D. 1932.1.49.

3. Wahl, *op. cit.*, N° 1786.- Lacour et Bouteron, *op. cit.*, N° 1498.

4. Cass. civ., 25 février 1930, S. 1930.1.225.

Ainsi, elle la rejette lorsque les arrêtés de comptes ne sont pas adressés régulièrement au commerçant.

Elle ne l'admet aussi que pour des périodes dont la durée est conforme aux usages du commerce, et jamais pour une durée de moins de trois mois¹.

Le compte courant étant un contrat formé *intuitu personae*, prend fin indépendamment des cas prévus par la volonté des parties, pour toute cause qui oblige l'une des parties à se retirer : mort ou faillite².

Le règlement s'opère alors que la balance entre les articles de crédit et de débit et le solde détermine le débiteur. C'est une balance définitive. Mais ce solde même établi dans un esprit de clôture des relations commerciales entre les parties, peut toujours, si elles le désirent, former ensuite le premier article d'un nouveau compte courant.

Cependant les effets du compte courant se reproduisent, même après la clôture, si un redressement est fait à l'amiable ou judiciairement. Dans ce cas l'indivisibilité jouera car l'effet de la révision sera de rétablir le compte comme ayant dû être toujours réglé conformément à la rectification³.

1. Cass. civ. 21 juillet 1931, D. 1932.149 et la note de M. J. Hamel. L'élargissement de la capitalisation des intérêts par la jurisprudence fait dire à M. J. Hamel qu'on se trouve en dehors de la matière du compte courant et qu'on doit admettre cet usage commercial chaque fois qu'il peut être utile pour le fonctionnement pratique des affaires. Aussi devrait-on l'admettre non seulement pour le compte courant, mais chaque fois qu'il y a un compte entre deux personnes.

2. V. pour le cas où le banquier a cédé sa banque, appréciation du juge pour savoir si le titulaire a eu l'intention de continuer le compte courant avec le successeur. Cass. req., 29 juillet 1935, S. 1935.1.387.

3. Cass. civ., 16 décembre 1918, S. 1920.1.63.

CHAPITRE IV

LA CLAUSE « SAUF ENCAISSEMENT »

Les remises dans un compte courant opèrent transmission de propriété. La remise d'une marchandise ou d'un effet de commerce entraîne acquisition par le récepteur et se traduit pour le remettant par un article de crédit, c'est-à-dire par l'inscription au compte d'une somme dont il est créancier.

S'il s'agit d'une marchandise, la remise peut être directe et le récepteur qui en deviendra aussitôt propriétaire en portera la valeur au compte du remettant. Cette remise peut être indirecte, en ce sens que le récepteur reçoit la marchandise simplement avec mandat de la vendre : il ne portera le prix au compte du remettant que lorsque lui-même l'aura touché.

De même s'il s'agit d'un effet de commerce, il peut être transmis au récepteur à titre de propriété. Immédiatement il inscrit à l'actif du remettant le montant de l'effet, en déduisant l'escompte et sa commission. Ou bien il peut être transmis avec mandat de l'encaisser ; le montant, déduction de l'escompte et de la commission, ne sera inscrit à l'actif du remettant qu'après l'encaissement.

Mais dans la pratique la plus fréquente, admise même en l'absence d'une clause formelle¹, on emploie pour les effets de commerce une autre manière de procéder : c'est ce qu'on appelle la remise sous condition *sauf encaissement*, c'est-à-dire sauf report au débit du remettant en cas de non paiement à l'échéance.

Cet usage s'impose en effet par ses avantages d'utilité pour les affaires.

Un effet de commerce ayant été endossé par le remettant au profit du récepteur, ce dernier doit en créditer immédiatement le remettant pour sa valeur nominale. Si à l'échéance l'effet n'est pas payé, le récepteur se trouvera à découvert et il devra au remettant une somme pour laquelle il n'aura pas reçu de contre-partie. Ce serait un très grave inconvénient résultant du fait de la réciprocité des remises qui doit toujours exister en compte courant, et le remettant s'enrichirait indûment aux dépens du récepteur.

Pour obvier à ce double inconvénient très inopportun dans un contrat basé sur la bonne foi et la confiance mutuelle, le récepteur en cas de non paiement de l'effet se contente de supprimer le crédit donné au remettant ; il débite le remettant d'une somme égale au crédit qui lui avait été consenti lors de la remise de l'effet.

Pas plus que la réglementation générale du compte courant, cette clause n'est mentionnée par nos lois. Seuls l'usage et la jurisprudence en ont fixé les formes d'application.

Nous nous occuperons d'abord du cas le plus général, celui où les partis sont *in bonis*, nous réservant d'exa-

1. Cass. civ., 24 janvier 1906, S. 1906.1.216, D. 1906.1.353.

miner ensuite les difficultés qui se posent lorsque l'une des parties ou toutes deux sont en faillite.

Le plus fréquemment la convention est muette au sujet de cette clause pourtant si importante. La jurisprudence et la doctrine ont été très longtemps en désaccord sur le point de savoir si dans ce cas on devait admettre ou ne pas admettre la clause sauf encaissement.

Dans le sens de la négative, on faisait valoir que d'après l'article 136 C. com., l'endossement d'un effet de commerce en transfère la pleine propriété à l'endossataire. La loi n'ayant pas prévu le cas de compte courant entre les parties par une disposition formelle, le droit commun doit s'appliquer. En cas de non paiement de l'effet à l'échéance, le récepteur doit donc poursuivre l'endosseur comme garant de l'effet et non pas résoudre une transmission de propriété qui est devenue définitive.

La Cour de cassation, dans un arrêt assez ancien, a dit que « cette disposition du Code de commerce ne saurait empêcher l'effet des conventions par lesquelles les parties arrêtent que le tiers, au profit duquel se fait l'endossement, ne deviendra débiteur de la valeur, à lui transmise par cette voie, qu'en cas d'encaissement »¹.

Nous sommes en effet dans la matière spéciale du compte courant. En transférant la propriété d'un effet au récepteur, le but poursuivi par le remettant était de lui remettre une valeur contre-partie, en quelque sorte la garantie du crédit à lui donnée par le récepteur. Si l'effet n'est pas payé à l'échéance, l'endosseur n'aura remis qu'un papier sans valeur et le crédit fourni au remettant manquera de base.

1. Cass., 10 mars 1852, S. 1852.1.261. Depuis cet arrêt la jurisprudence reconnaît au récepteur, sauf stipulation contraire, le droit de faire la contre-passation et elle n'a plus varié. V. J. Escarra, *op. cit.*, p. 362, note 2.

D'autre part, pour le fonctionnement du compte courant, il est utile de transférer immédiatement la propriété de l'effet au récepteur. Comme lors de sa remise on ne peut savoir s'il sera acquitté à l'échéance, il est logique de supposer que les parties ont sous-entendu la clause « sauf encaissement » pour bénéficier de l'avantage du transfert immédiat et en même temps parer aux risques d'insolvabilité du tiré.

En raison de son utilité pratique, la clause « sauf encaissement », même sous-entendue, doit être reconnue comme valable, et elle est admise aujourd'hui par l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence.

Pourtant au sujet de sa nature juridique, l'accord est loin d'être parfait; en jurisprudence et en doctrine plusieurs systèmes ont été soutenus¹.

D'après une théorie déjà ancienne la clause « sauf encaissement » serait une *condition suspensive* affectant toute remise d'effet de commerce en compte courant; le crédit ne serait donné au remettant que lorsque la condition serait arrivée.

Cette théorie ne tient pas suffisamment compte de l'intention des parties. Celles-ci n'ont pas voulu soumettre le crédit donné au remettant à la réalisation d'une condition, mais bien au contraire faire produire à l'opération un effet immédiat, transmettre *hic* et *nunc* la propriété des effets de commerce remis en compte courant.

En outre, s'il s'agissait d'une condition suspensive, il n'y aurait plus là une simple faculté pour le récepteur,

1. V. J. Hamel, *op. cit.*, p. 630 et suiv.

mais une obligation réelle à laquelle il pourrait être contraint par la voie judiciaire. Certaines décisions anciennes ont reconnu ce droit au remettant¹.

Un autre système voit dans la clause « sauf encaissement » une sorte d'*action en garantie*. Le remettant, endossant au profit du récepteur un effet de commerce, s'engage au paiement de l'effet à l'échéance comme tout autre endosseur. En cas de non paiement, le récepteur se retourne contre lui par l'action en garantie. Mais il y a compte courant et le récepteur a le plus grand intérêt à être dédommagé le plus vite et le plus complètement possible. Pour éviter les lenteurs inhérentes à tout procès et le risque d'insolvabilité de son débiteur, il se contente de contrepasser, ce qui équivaut à un paiement intégral de l'effet, cette contre-passation n'étant en somme qu'un mode de l'action en garantie².

Ce raisonnement est très ingénieux et fait très bien comprendre le mécanisme de l'opération. La clause « sauf encaissement » présente certainement une grande analogie avec l'action en garantie quant au but poursuivi, mais néanmoins il s'agit de deux choses très différentes qui ne peuvent être confondues.

A l'inverse de la contre-passation l'action en garantie maintient le crédit, car à quoi servirait-il d'agir en garantie si le crédit était supprimé ? La garantie n'existe que pour obtenir la contre-partie d'une obligation. Supprimer l'obligation équivaut à supprimer la garantie.

1. Paris, 21 avril 1849, S. 1849.2.300 ; Paris, 23 février 1850, D.54.5.174.

2. V. Boistel, *Théorie juridique du compte courant*.

Suivant une troisième théorie, la clause « sauf encaissement » se rattacherait à la *théorie de la cause* dans les obligations¹.

La remise d'une valeur en compte courant, disent les promoteurs de cette théorie, est la cause du crédit donné à l'envoyeur. Si l'effet n'est pas acquitté à l'échéance la valeur n'existe plus et le crédit manque de cause et devra être annulé en vertu de l'article 1131 C. civ.

Cette théorie est combattue, car lorsque le crédit a été fourni, lors de la remise de l'effet, on ne pouvait pas prévoir quel serait le sort de l'effet à l'échéance. Il était tout naturel de penser que le tiré ferait honneur à sa signature : le crédit avait donc une cause.

La contre-passation ne peut pas être considérée comme la résolution du contrat pour défaut de cause, car pour qu'il y ait lieu à résolution, c'est à l'origine que la cause devait manquer. Or au moment du crédit donné il y a eu transmission de l'effet au récepteur, accompagnée de la promesse d'en garantir le paiement. C'est une cause réelle qui subsiste en tout état de cause.

D'après un quatrième système, la clause « sauf encaissement » serait une application de l'article 1184 C. civ. Le non paiement de l'effet à l'échéance correspondrait à l'*inaccomplissement de l'obligation* incombant au remettant qui doit remettre un titre ayant une valeur commerciale contre-partie du crédit qui lui est fourni. A l'échéance l'effet n'étant pas payé, il est sans valeur et le remettant n'a pas rempli son obligation.

1. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. IV, N° 811.

Il y a une part de vérité dans ce raisonnement. Le remettant passe avec le récepteur un contrat synallagmatique et ne satisfaisant pas à son obligation, le contrat doit être résolu.

Mais l'article 1184 ajoute : « Dans ce cas le contrat n'est point résolu de plein droit... La résolution doit être demandée en justice... ».

Or, en compte courant, le récepteur ne s'adresse pas aux tribunaux pour demander l'annulation du crédit accordé au remettant. Il se fait justice lui-même. La résolution a lieu de plein droit du seul fait du non paiement de l'effet à l'échéance.

Quelle est donc la nature juridique de la clause « sauf encaissement » ?

Ce n'est autre chose qu'une *condition résolutoire exprimée ou sous-entendue* dans le contrat par la volonté commune des contractants. L'effet n'étant pas encaissé à l'échéance, une valeur (le crédit) sort du patrimoine du récepteur sans qu'aucune contre-partie (la valeur de l'effet) y entre. L'effet non payé à présentation n'a plus de valeur qu'un chiffon de papier.

Dans l'intention des parties, la remise du papier n'est qu'un moyen, un instrument pour faire entrer une valeur en compte courant, en l'échangeant contre une valeur connue et mesurable. Si le papier n'est pas acquitté à l'échéance c'est que la remise a été illusoire et que le papier n'avait pas le pouvoir qu'on lui prêtait. Dans ces conditions les contractants ont eu la pensée de subordonner la réalité du crédit à la réalité de la remise. Ce n'est que lorsqu'on sera certain de la valeur de l'effet que le crédit sera définitivement consolidé. Un arrêt de

la Cour de cassation du 15 mai 1850 dit notamment : « Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait qu'en recevant la lettre de change tirée sur elle en qualité de tiers porteur et en la faisant figurer au compte de X..., le jour où cette valeur lui était transmise, la maison Y..., n'eut été obligée que sauf rentrée et sans rien faire présumer de son acceptation et sur le paiement à l'échéance »¹.

Cette idée s'exprime en un adage doublé d'un jeu de mots : « Entrée en compte courant n'a lieu que sauf rentrée ».

En d'autres termes, un effet n'entre définitivement en compte courant que s'il est encaissé par le récepteur.

Selon les cas l'effet sera réputé encaissé à des conditions différentes.

Si le récepteur a conservé les effets, il sera admis à faire jouer la clause moyennant l'accomplissement de certaines formalités : tout d'abord protester l'effet et en général faire tout ce qu'il faut pour conserver les droits de son cédant ; ensuite renvoyer à son correspondant l'effet en l'avisant de la contre-passation et des formalités accomplies pour la sauvegarde de ses intérêts. Il ne faut pas en effet que, par ignorance du fait qui s'est produit, le remettant souffre du non paiement de l'effet. C'est sur lui en définitive que retomberont les conséquences et, étant prévenu, il sera habile à produire à la faillite ou à poursuivre le débiteur par la voie judiciaire. De la sorte le récepteur ne lui causera aucun préjudice par le fait de la contre-passation.

Mais le récepteur peut avoir négocié les effets. En

1. V. de même Cass. civ., 10 janvier 1872, S. 72.1.25, D. 72.1.102 ; Cass. req., 19 novembre 1906, D. 1907.1.78.

ayant touché le prix il est couvert vis-à-vis du remettant. Le crédit paraît définitivement consolidé, sauf si l'effet n'est pas payé à l'échéance. Le cessionnaire se retourne contre lui comme endosseur et garant de l'effet et lui réclame le prix de sa cession. Il se trouve alors exactement dans la même situation que s'il avait gardé un effet non acquitté à l'échéance. Il a certainement le droit de contrepasser.

Si le cessionnaire poursuit le remettant comme précédent endosseur, celui-ci sera obligé de rembourser la valeur de l'effet et le récepteur à l'abri de toute action récursoire ne pourra prétendre qu'il n'y a pas eu encaissement. La cession comme le crédit sont définitivement consolidés.

Le cas où le cessionnaire poursuit à la fois le remettant et le récepteur engendre trois solutions :

Si le récepteur paie seul, n'étant pas couvert, il aura le droit de contrepasser.

Si le remettant paie seul, le crédit devra être maintenu, le récepteur n'étant pas menacé.

Si le remettant et le récepteur paient tous deux, il faut admettre que le crédit sera supprimé dans la mesure où le récepteur aura fait des débours.

Et on arrive ainsi à formuler la règle suivante : *« l'effet sera réputé encaissé lorsque le récepteur ayant touché les deniers ne sera plus exposé à aucune action récursoire de la part des tiers »*.

Il est juste que ce soit le remettant qui supporte les frais occasionnés par le fait de l'insolvabilité du tiré. Ils seront contrepassés en même temps que la valeur de l'effet. Le remettant est en faute d'avoir remis au récepteur du papier dont il n'était pas sûr et d'ailleurs le

récepteur ayant agi comme gérant d'affaire du remettant a droit au remboursement de ses dépenses.

La clause « sauf encaissement » étant l'expression de la volonté commune des parties, celles-ci peuvent y renoncer. Cette renonciation n'est pas toujours formellement exprimée. La jurisprudence admet que la renonciation par le récepteur à la clause « sauf encaissement » pourra s'induire des faits de la cause. Aussi lorsque les effets auront été remis au banquier pour une somme inférieure à la valeur nominale, le récepteur sera réputé avoir renoncé à la clause « sauf encaissement ». En cas de non paiement la perte qu'il pourra subir sera compensée par le gain réalisé en ne créditant pas le remettant du montant nominal de l'effet. Il y a dans cette opération une sorte de forfait dont la recherche est laissée à l'appréciation souveraine des juges du fond.

Le remettant peut-il contrepasser ?

Selon la théorie que l'on adopte au sujet de la nature de la clause « sauf encaissement » la solution est différente.

Nous avons admis que la clause « sauf encaissement » était une résolution fondée sur la commune intention des parties, pour garantir le récepteur de ses avances. On ne peut donc autoriser le remettant à contrepasser. Où serait son intérêt ? En contrepassant un effet par lui remis en compte courant il annulerait son crédit. La jurisprudence lui refuse ce droit à contre-passation ¹.

En adoptant la théorie d'après laquelle la clause « sauf

1. Cass., 14 mai 1862, D. 1862.1.499, D. 1863.1.173 ; Rennes, 27 novembre 1867, S. 1868.2.142 ; Grenoble, 8 mars 1872, S. 1872.2.142 ; Rouen, 19 février 1877, S. 1877.2.82 ; Nancy, 3 mars 1885, D. 1886.2.144.

encaissement » constitue une condition suspensive ou suppose un défaut de cause, il faudrait admettre que le remettant a la possibilité de contre-passer. En effet la condition suspensive ou le défaut de cause produiraient leurs effets à l'égard des deux contractants. L'obligation sans cause serait nulle à l'égard du remettant comme du récepteur.

Cette solution a été adoptée par deux arrêts de la Cour de Paris¹.

Mais la jurisprudence est aujourd'hui unanime à refuser au remettant le droit à contre-passation.

Jusqu'ici nous avons étudié la clause « sauf encaissement » lorsque le remettant est resté *in bonis* et où l'application de cette clause a simplement pour résultat de modifier le solde du compte respectivement pour les deux parties.

Mais la situation se complique lorsqu'une des parties ou toutes les deux tombent en faillite.

Supposons d'abord que le remettant tombe en faillite.

C'est le cas le plus fréquent et la contre-passation sera particulièrement utile au banquier s'il peut l'opposer à la faillite de son correspondant.

C'est dans des espèces où la faillite du remettant s'était produite que sont intervenues la plupart des décisions de justice qui ont déclaré valable la clause « sauf encaissement » soit expressément prévue, soit même réputée sous-entendue.

Si la contre-passation ne pouvait pas être opposée, le banquier devrait verser à la faillite le solde du compte

1. Paris, 21 avril 1849, S. 1849.2.300, D. 1849.2.251 ; Paris, 23 février 1850, D. 1854.5.174.

courant comportant crédit pour le remettant et quant à l'effet qu'il n'a pas pu toucher à l'échéance, il ne pourrait que produire sa créance à la faillite et être payé au prorata du dividende, en concours avec les autres créanciers de la masse.

Au contraire, si la contre-passation est opposable à la faillite, le banquier n'aura à verser à la faillite que le solde du compte courant, déduction faite du montant de l'effet qu'il n'a pas pu encaisser à échéance.

Dans l'apparence cette solution paraît porter atteinte à l'égalité entre les créanciers de la faillite et se heurter au principe du désaisissement : aucune dette nouvelle ne devrait naître à la charge de la faillite postérieurement sur jugement déclaratif.

D'autre part la faillite ayant mis fin au compte courant, comment expliquer qu'après la clôture de ce compte le récepteur puisse faire une inscription nouvelle au débit du failli ?

Mais en réalité il ne s'agit pas ici d'une dette qui naîtrait à la charge du remettant postérieurement à sa faillite, ni de l'inscription d'un article nouveau dans le compte qui est clos.

Avec la thèse admise par la jurisprudence pour la clause « sauf encaissement », la remise de l'effet était affectée d'une condition résolutoire qui, même en se réalisant après la faillite, rétroagit au jour de la remise.

D'autre part, la contre-passation n'a été qu'un moyen d'annuler un article qui avait été inscrit à tort et de rectifier le compte courant.

Cette explication est même précisée par certains auteurs qui disent que l'inscription de la remise n'était, dans la pensée des parties, qu'une mention provisoire qui

ne deviendrait définitive que si le récepteur a pu toucher le montant de l'effet qu'il avait reçu pour mandat d'encaisser¹.

La solution admise par la jurisprudence est très normale lorsque l'effet litigieux est échu avant la faillite ; car la clôture du compte courant ne peut pas empêcher la résolution d'obligations antérieures.

Lorsque les effets sont échus après la déclaration de faillite et non touchés, certains auteurs ont prétendu qu'il s'agissait d'une opération nouvelle donc interdite². Mais ces auteurs ont confondu la survenance de la condition résolutoire résultant du non paiement à l'échéance et la réalisation de l'obligation qui s'est produite au moment de la remise de l'effet au banquier.

Il faut d'ailleurs observer que la contre-passation comprend uniquement le montant de l'article porté au crédit du remettant. Les frais qu'a pu faire le récepteur à l'occasion de l'effet impayé, notamment les frais de protêt, le constituent bien créancier du remettant, mais ne peuvent pas donner lieu à contre-passation, car il s'agirait là d'un article nouveau qui ne peut pas entrer dans le compte clos par la faillite. Pour la créance de ces frais le banquier devra donc subir la loi du dividende imposée à la masse³.

Le mécanisme de la clause sauf encaissement en cas de faillite du remettant, se complique du fait que le banquier récepteur détient un double droit : il peut non seulement opérer la contre-passation d'écritures, il

1. V. Wahl, *Précis de droit commercial*, N° 1781.

2. Note Boistel sous Paris, 18 juin 1891, D. 93.2.137.

3. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. IV, N° 183.- Lacour et Bouteron, *op. cit.*, N° 1484.

peut aussi, en qualité de porteur de la traite impayée, agir en garantie contre les divers signataires de cette traite et contre son remettant qui la lui a escomptée par endossement. De ces deux voies légales qui lui sont ouvertes, il peut évidemment choisir entre elles.

Mais la jurisprudence va plus loin et elle autorise le récepteur à user *successivement* de ces deux voies légales, en sorte qu'il en cumulera les avantages. Les tribunaux admettent d'une manière constante que le récepteur garde la propriété des effets même après leur contrepassation, qu'il n'a par suite pas l'obligation de restituer au remettant ou à ses ayants cause lesdits effets, bien qu'il en ait porté le montant à son crédit par la contrepassation, et qu'il conserve même le droit d'en poursuivre les signataires s'il est resté créancier d'un solde¹.

Enfin, appliquant jusqu'au bout la thèse d'après laquelle le récepteur est devenu, par la remise, propriétaire des effets et qu'il l'est resté, la jurisprudence décide que le récepteur n'est même pas obligé, lorsqu'il produit à la faillite du remettant, d'imputer sur son solde créditeur la somme qu'il a pu obtenir en exerçant ses poursuites contre les garants. Il est inscrit dans la faillite du remettant pour le *solde* intégral du compte, par application de l'article 542 C. com., en matière de faillite, On ne saurait appliquer l'article 548 C. com., car le récepteur n'a pas conservé les effets à titre de gage, mais bien à titre de propriété.

D'après cette jurisprudence le récepteur ne viendra donc ensuite en compte avec le syndic que dans le cas où,

1. Cass. civ., 19 novembre 1888, D. 1889.1.409, S. 1889.1.159 ; Cass. civ., 17 octobre 1900, D. 1900.1.556, S. 1901.1.291 ; Cass. req., 24 janvier 1906, D. 1906.1.353, S. 1906.1.216. Voy. J. Escarra, *op. cit.*, p. 555 et s.

soit par paiements reçus des tiers obligés, soit par dividendes perçus dans la faillite, il aurait encaissé des sommes dont le total excéderait le montant de sa créance en capital et accessoires¹.

Cette jurisprudence aboutit à des solutions qui ont été critiquées.

Les critiques sont d'ailleurs moins vives lorsqu'il s'agit d'effets déjà échus que lorsqu'il s'agit d'effets non encore échus au moment de la faillite du remettant, ou, en d'autres termes, lorsque le banquier a d'abord exercé des poursuites contre les signataires avant de contrepasser, que lorsqu'il contre passe d'abord le montant total de la traite et prétend ensuite exercer des poursuites contre les garants.

Dans le premier cas la presque unanimité des auteurs admettent, avec la jurisprudence, que le récepteur peut contrepasser les effets impayés et déjà échus au moment de la faillite.

Ainsi MM. Lacour et Bouteron, dans ce cas, reconnaissent que si le récepteur n'a obtenu des garants de la traite qu'un remboursement partiel il doit pouvoir, pour l'excédent qui lui reste dû, opérer la contre-passation, car cela correspond à la volonté présumée des parties en compte courant².

Mais si le remettant a d'abord fait la contre-passation, la jurisprudence lui conserve néanmoins la faculté de poursuivre le remboursement contre les signataires.

1. Cass. civ., 19 novembre 1888, D. 89.1.409 ; 9 mai 1892, D. 1893.1.477 ; 13 février 1906, S. 1907.1.169 ; Paris, 2 décembre 1927, D. 1928.2.56 ; Cass. req., 19 mars 1928, D. 1928.1.67, avec la note de M. Adolphe Chéron, S. 1928.1.337, avec la note de M. G. Bourcart.

2. Lacour et Bouteron, *op. cit.*, N° 1487.

Cette jurisprudence, d'abord hésitante¹, a été consacrée par la Cour de cassation dans un arrêt du 19 mars 1928².

Il résulte de cet arrêt que la contre-passation ne détruit que l'entrée de l'effet en compte courant; elle laisse subsister la transmission de propriété qui résulte de l'endossement et le porteur conserve la faculté de poursuivre le remboursement contre les signataires. Le cumul des deux moyens d'action que conserve le récepteur, contre-passation et poursuites contre les garants, n'a pour limite que le montant de la créance résultant du solde du compte courant à son profit et il doit compte du surplus à la faillite.

Cet arrêt de la Cour de cassation a soulevé des controverses.

Certains auteurs l'ont pleinement approuvé³.

D'autres l'ont critiqué⁴.

Mais cette jurisprudence paraît bien établie et suivie⁵.

1. Des décisions de Cours d'appel avaient fini par l'admettre : Lyon, 13 juin 1925, D. 1926.2.146, S. 1927.2.43 ; Douai, 2 mars 1926, et Rouen, 26 novembre 1926, *Journ. des faillites*, 1927, p. 52 ; Douai, 10 novembre 1927, *Journ. des faillites*, 1928, p. 22 ; Lyon, 13 juin 1928, D.H. 1928-471 ; Douai, 12 juillet 1928 ; Caen, 28 novembre 1928 ; Toulouse, 27 juin 1928, D.H. 1929.

2. Cass. req., 19 mars 1928, D. 1928.1.67, S. 1928.1.337, *Gaz. Pal.* 1928.1.638, confirmant un arrêt de la Cour de Pau, 15 mars 1927. En fait, la Chambre des requêtes se contente de dire que l'arrêt de Pau n'est pas entaché d'un défaut de motifs, puisqu'il a répondu suffisamment aux conclusions du syndic de la faillite relevant dans le compte des doubles emplois.

3. Trasbot, *De la contre-passation des effets de commerce (Annales de droit commercial*, 1927, p. 285 et suiv.).

4. V. note de M. Adolphe Chéron dans Dalloz, 1928.1.67 ; note de M. G. Bourcart dans Sirey, 1928.1.337.

Cf. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. IV, N° 814.- Lacour et Bouteron, *op. cit.*, N° 1488.

5. Rennes, 24 mai 1928, *Rec. Rennes*, 1928. 464 ; Montpellier, 12 juillet 1923, *Mon. Jud. Midi*, 1928. 259 ; Rennes, 25 juillet 1932, *Gaz. Pal.* 1932.2.798 ; Douai, 29 juin 1933, *Gaz. Pal.* 1933.2.775 ; Douai, 11 mars 1934, *Gaz. Pal.* 1934.2.289.

De l'idée que le récepteur devient propriétaire des effets de commerce qui lui ont été remis en compte courant, on tire cette autre conséquence qu'il est libre d'user ou non de la contre-passation. Celle-ci est pour lui une faculté et non une obligation dont le remettant pourrait exiger l'exécution¹.

Le caractère facultatif a de l'intérêt pour le récepteur lorsque lui-même tombe en faillite, si sa faillite donne un dividende moindre que celle du remettant et si le compte se balance au profit du remettant par un solde créiteur au moins égal au montant de l'effet impayé.

En faisant la contre-passation de l'effet impayé le récepteur diminue simplement sa dette, car la faillite du remettant touchera son solde créiteur pour le dividende prévu à la faillite du récepteur. Si au contraire le récepteur agit en garantie pour le paiement de l'effet, il fait valoir une créance à la faillite du remettant et pour le dividende qui y est prévu.

De même si le compte présente un débit à la charge du remettant, ce dernier étant insolvable puisque déclaré en faillite, le banquier a encore intérêt à agir en garantie contre les signataires de l'effet.

La faillite du remettant soulève une dernière difficulté quant à la date à laquelle le banquier récepteur peut contrepasser les effets qu'il a reçus.

Pour les effets déjà échus lors de la faillite du remettant, la contre-passation peut intervenir immédiatement.

Pour les effets non échus, la jurisprudence paraissait

1. Cass. civ., 24 janvier 1906, S. 1906.1.216, D. 1906.1.353 ; Cass. civ., 23 novembre 1920, D. 1921.1.61, *Gaz. Pal.* 1921.1.36.

d'abord incliner vers la même solution¹. Mais elle est maintenant fixée en sens inverse².

« Attendu, dit la Cour de cassation, que si en matière de compte courant, le montant des traites endossées par l'une des parties à l'autre n'est inscrit au crédit de l'endosseur que « sauf encaissement », cette règle, sous-entendue entre les parties, ne saurait avoir pour effet de transformer en une dette à terme *une dette sous condition suspensive*; que tel est bien en effet le caractère de la dette de l'endosseur, obligé de rembourser le montant des traites endossées par lui, dans le cas où elles ne seraient point payées, puisque cette obligation est subordonnée à la réalisation d'un événement consistant dans le non paiement de ses traites, lequel ne peut se produire qu'à leur échéance, à moins que les tirés ne soient eux-mêmes déclarés en faillite avant cette date ».

Le banquier ne peut donc pas contrepasser, au jour de la faillite du remettant, les effets non encore échus à cette date. La contre-passation ne peut avoir lieu qu'en cas de non paiement à l'échéance de chacun des effets remis.

Toutefois les parties auront-elles le droit, par une clause du contrat de compte courant, d'autoriser le banquier récepteur, au cas de faillite du remettant, à contre-passer immédiatement un effet non échu sans attendre son échéance ?

1. Lyon, 13 juin 1925, S. 1927.2.43, D. 1926.2.145, *Gaz. Pal.* 1925.2.472 ; Grenoble, 5 février 1927, S. 1927.2.127.

2. Cass. civ., 19 mars 1930 confirmant un arrêt de Paris, 2 décembre 1927 ; Cass. civ., 31 mars 1930, D. 1930.1.119 et note de M. A. Chéron, S. 1931.1.131 et 133, *Gaz. Pal.* 1930.1.642 et 899. Cass. civ., 1^{er} juillet 1930, *Gaz. Pal.* 1930.2.332 ; Douai, 5 mars 1931, *Gaz. Pal.* 1931.1.801 ; Lyon, 30 décembre 1935, *Mon. Jud. Lyon*, 25 août 1936. Voy. Georges Marais, *Du compte courant en matière de faillite*, *Rev. Prat. de législation et de jurisprudence du trib. de commerce de la Seine*, 1935, p. 184.

Certaines décisions paraissaient l'admettre¹.

Mais la jurisprudence la plus récente tend à décider qu'une pareille mesure est inopposable à la masse de la faillite du remettant, car elle aboutirait à créer au profit du banquier un privilège occulte qui lui permettrait de majorer sa production au regard de la masse, ce qui serait une atteinte à la loi de l'égalité entre créanciers en matière de faillite².

« Attendu, dit le tribunal de commerce de la Seine, que s'il ne résulte vraiment aucun privilège réel de l'application de la clause de contre-passation des effets non encore échus, celle-ci a néanmoins pour effet de fausser le principe d'égalité entre les créanciers, puisqu'elle permettrait aux Banques de produire pour une somme supérieure à celle dont le titulaire du compte courant est réellement débiteur au moment où son état de cessation de paiements est constaté par un jugement;

« Attendu que si les principes découlant de la jurisprudence ne sont pas d'ordre public, ainsi que le fait remarquer la Banque Adam, il est cependant du pouvoir des tribunaux de constater, à la suite de la Cour de cassation, interprète suprême des textes, que les conventions des parties faites contrairement aux principes édictés par les articles du Code qui sont d'ordre public, sont, sinon nulles, du moins ne peuvent être opposables

1. Colmar, 21 juillet 1931, *D.* 1932.2.73, *Gaz. Pal.* 1931.2.887; Trib. com. Fécamp, 30 décembre 1931, *Gaz. Pal.* 1932.1.878; Trib. com. Tourcoing, 3 juin 1932, *Gaz. Pal.* 1932.2.434; Poitiers, 19 février 1934, *D.H.* 1934.293; Douai, 11 mai 1934, *Gaz. Pal.* 1934.2.298; Douai, 19 avril 1935, *Rec. Douai*, 1936.5.

2. Trib. com. Seine, 22 janvier 1936, *Gaz. Pal.* 1936.1.529, jugement longuement motivé; Trib. com. Poitiers, 20 janvier 1936 et Trib. com. Boulogne-sur-Mer 3 mars 1936, *Gaz. Pal.* 1936.1.625. Voy. Georges Marais, *op. cit.*, p. 186.

à ceux qu'elles viennent fruster en violation des principes découlant de la loi ;

« Qu'une clause permettant au banquier de contrepasser le montant des effets non encore échus en cas de clôture du compte courant peut être valable lorsque les parties sont *in bonis*, puisqu'elle ne contredit aucun texte d'ordre public, mais qu'elle ne peut avoir d'effet postérieur au jugement d'admission à la liquidation judiciaire et, par suite, vis-à-vis de la masse, les rapports du liquidé judiciaire et de ses créanciers étant régis par des articles du Code qui sont, comme ceux de la faillite, d'ordre public et auxquels il ne peut, par suite, être dérogé ; qu'en l'espèce, la clôture du compte courant est une conséquence du jugement d'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire ; qu'elle lui est donc postérieure ; que dès lors, les conventions établies préalablement au jugement entre la Banque Adam et Frot et C^{ie} ne sont pas opposables à la masse ; que, par suite, la clause de contre-passation ne peut intervenir ainsi que le dit la Cour de cassation, que lorsque les effets qui sont devenus la propriété du banquier et non sans gage, ainsi qu'il a été soutenu par erreur, ont été impayés à leur échéance ;

« Attendu que si le banquier se voit ainsi privé du bénéfice par lui recherché de créancier à titre de solde de compte courant, il n'en reste pas moins bénéficiaire des avantages accordés par l'article 542 C. com. au créancier porteur d'effets souscrits, garantis solidairement par le défaillant et d'autres co-obligés qui sont en faillite, lui permettant de participer aux distributions de toutes les masses et d'y figurer pour la valeur nominale de son titre, jusqu'à parfait paiement ; qu'ainsi, le banquier,

créancier d'une part pour le solde du compte courant dont son remettant est réellement débiteur, pourra également produire pour le montant des effets impayés, ainsi que l'y autorise l'article 542 C. com. et sans qu'il y ait lieu de faire jouer à nouveau le compte courant dont la clôture a été la conséquence du jugement ».

C'est donc un revirement de la jurisprudence que certains auteurs avaient laissé prévoir ¹.

1. Voy. Georges Marais, *op. cit.*

CHAPITRE V

L'ÉVOLUTION ACTUELLE DE LA JURISPRUDENCE ET LES SUGGESTIONS DE RÉFORMES

L'analyse que nous venons de faire de la jurisprudence en ce qui concerne la situation du banquier récepteur en présence de la faillite du remettant, notamment à l'égard des effets non échus, prouve que la Cour de cassation cherche à préciser juridiquement les rapports qui lient les parties, tout en maintenant au compte courant la souplesse que nécessite son utilité commerciale. Mais dans cette recherche, elle ne parvient pas toujours à se fixer sur une position certaine, elle hésite et la diversité des critiques qu'elle provoque prouve que la doctrine elle-même est loin d'être d'accord au sujet du système qu'il conviendrait d'adopter. On est pris entre les conséquences logiques des principes juridiques qu'on invoque et les nécessités pratiques du compte courant.

Il faut, en effet, observer que bien qu'on soit ici en matière commerciale où les usages font loi, les tribunaux sont cependant tenus de trouver une base juridique aux

décisions par lesquelles ils accueillent les innovations réclamées par le commerce et résultant du mécanisme quotidien des affaires.

Comme le disait le tribunal de commerce de la Seine, dans un jugement récent que nous avons cité, à propos des conventions entre parties prévoyant, au cas de faillite du remettant, la faculté pour le banquier de contrepasser immédiatement et avant échéance un effet non échu, « l'intérêt de pouvoir étendre les facilité, d'escompte ne saurait être considéré comme déterminant ; une décision en découlant n'aurait pour base que des conceptions économiques et ne reposerait sur aucun motif juridique »¹.

Les tribunaux sont donc amenés à chercher des bases juridiques, puis insensiblement à assouplir celles qui forment jurisprudence pour les adapter aux nécessités du commerce et faciliter ainsi l'activité économique.

Le principe de l'effet novatoire du compte courant fournit des exemples de ces changements progressifs et souvent non expressément reconnus.

D'après ce principe, la créance initiale qui fait l'objet d'une remise disparaît et se trouve remplacée par un simple article du compte qui ne crée pas, par lui-même, un rapport juridique d'obligation entre les parties. Conséquence essentielle : un article du compte ne peut donner lieu à aucune action particulière du créancier contre le débiteur.

Cependant, nous l'avons vu, il ne s'agit pas d'une novation proprement dite conforme aux articles 1271 et s. Code civil, car si la créance initiale disparaît

1. Trib. com. Seine, 22 janvier 1936, *Gaz. Pal.* 1936.1.530.

elle n'est pas immédiatement remplacée par une autre créance. Elle est comme suspendue, mais n'a pas perdu toute vitalité. Il est des conséquences secondaires de l'effet novatoire que la jurisprudence n'admet pas et les tempéraments, qu'elle apporte ainsi à la théorie classique de la novation, sont tels qu'on en est arrivé à se demander si le principe lui-même ne se trouvait pas contredit.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 19 novembre 1929, a été l'occasion d'un réveil de cette controverse. Il a décidé que le débiteur d'un emprunt hypothécaire, contracté sous forme d'ouverture de crédit en compte courant productif d'intérêts, est fondé à se prévaloir de la loi du 9 mars 1918 qui a accordé aux débiteurs hypothécaires, victimes des circonstances de la guerre, la faculté de demander la remise des intérêts capitalisés de leur dette, sans que l'effet novatoire résultant du compte courant puisse lui être opposé. L'arrêt l'autorise à « obtenir par voie de révision et de redressement de son compte la libération d'une obligation jugée désormais sans cause ».

On a pu en déduire que si la Cour de cassation n'avait pas nié l'effet novatoire du compte courant, elle avait cependant laissé à la créance originaire (en l'espèce celle que le débiteur tirait du bénéfice de la loi du 9 mars 1918) une survivance qui permettait à son bénéficiaire de faire redresser au solde du compte le montant de cette créance. Bien que remplacée par un article de compte qui était entré dans le décompte du solde final, cette créance originaire n'avait pas disparu et la Cour de cassation la faisait revivre après coup¹.

1. Voy. la note de M. J. Hamel, sous Cass. civ., 19 novembre 1929, D. 1930.1.97 ; S. 1930.1.65 ; *Gaz. Pal.* 1930.1.153.

La Cour de cassation maintient donc, dans certains cas, un lien entre la remise faite au compte et l'article du compte correspondant.

Sans doute, dans l'espèce de l'arrêt du 19 novembre 1929, les circonstances étaient particulièrement favorables aux remettants, puisqu'il s'agissait de victimes de la guerre et qu'ils avaient obtenu devant la commission arbitrale la remise d'intérêts capitalisés de leur dette hypothécaire qu'ils avaient versés à la banque. Il eut été difficile, au point de vue moral, de ne pas leur permettre de faire redresser leur compte du montant de ces intérêts juridictionnellement supprimés et c'est pourquoi la Cour de cassation leur a accordé « la libération d'une obligation jugée désormais sans cause ».

D'ailleurs, les dispositions de la loi du 9 mars 1918 conféraient aux débiteurs une faveur exceptionnelle justifiée par les circonstances nées de la guerre; dérogations au droit commun, elles devaient recevoir application nonobstant stipulations contraires¹.

Il n'en reste pas moins que c'est une atteinte évidente à l'effet novatoire du compte courant², et l'arrêt ne formule pas d'explication juridique formelle de la solution qu'il adopte³.

1. Cass. civ., 2 décembre 1919, S. 1920.1.317, D. 1920.1.145, *Gaz. Pal.* 1920.1.168.

2. J. Escarra, *op. cit.*, N° 491 : « Il est évident que cette interdépendance de l'article du compte et des créances originaires est malaisément conciliable avec les effets généraux de la novation ».

3. Pour M. J. Hamel, *note citée*, il faudrait justifier la décision rendue de la manière suivante : « L'effet novatoire a supprimé tous les caractères originaux de la créance initiale qui pouvait gêner le règlement d'une série d'opérations intervenues entre les parties au compte : le but poursuivi est atteint. Il ne convient pas de donner à l'article de compte une autonomie totale par rapport à la créance dont il est né, pas plus que le droit civil ne reconnaît à la créance issue de la novation une totale indépendance par rapport à la créance originaire ».

Avec cette explication, l'effet novatoire du compte courant est maintenu, mais il ne vaut que dans la mesure où il est nécessaire pour ne pas gêner le règlement des opérations qui doivent intervenir entre les parties.

Un autre arrêt de la Cour de cassation (Req., 29 juillet 1935) a décidé que « l'inscription d'une créance dans un compte courant n'emporte pas nécessairement la novation de cette créance et la perte des garanties qui y sont attachées »¹.

On a voulu expliquer cette décision par des motifs d'ordre pratique : aussi longtemps qu'une créance inscrite au compte courant n'est ni compensée ni payée, il est utile de maintenir les sûretés et les garanties qui y sont attachées. Dans cette circonstance, l'intention de nover ne peut plus être l'intention profonde des parties, car elle est trop nettement contraire à leurs intérêts².

Il est certain qu'ici, comme dans la plupart des espèces litigieuses concernant le fonctionnement du compte courant, les nécessités d'utilité pratique doivent l'emporter sur les formules juridiques rigides. Mais au point de vue doctrinal, on doit cependant constater que cette décision est encore une atteinte à la théorie traditionnelle de l'effet novatoire du compte courant³.

Le principe de l'indivisibilité du compte courant est également sujet à des hésitations jurisprudentielles dont l'interprétation juridique n'est pas toujours facile.

D'après ce principe le compte courant forme un tout dont il est impossible de dissocier les éléments. Conséquence essentielle : tant que le compte courant n'est pas arrêté il n'y a ni créancier ni débiteur.

Cependant, nous l'avons vu, cette indivisibilité ne

1. Cass. req., 29 juillet 1935, S. 1935.1.387.

2. Voy. J. Escarra, *op. cit.*, N° 489.

3. Certains codes étrangers ont expressément repoussé la conséquence de l'effet novatoire qui a pour effet de supprimer les sûretés attachées à une créance entrée en compte courant : Code de commerce allemand, § 356, Code suisse des obligations, art. 117.

saurait être absolue et la jurisprudence admet des balances provisoires.

Pendant longtemps les tempéraments apportés au principe de l'indivisibilité n'ont eu pour but que de garantir la sincérité de situations extérieures au compte courant ; par exemple : le fait de porter la créance ou la dette, résultant de l'état actuel du compte, au bilan annuel d'une maison de commerce ; le fait, à l'occasion d'une donation, de mentionner le solde débiteur actuel du compte afin que l'état des dettes et charges, prévu par l'article 1084 C. civ., soit sincère et que le donateur puisse plus tard s'en prévaloir ; le fait de faire révoquer, par l'action paulienne de l'article 1167, les actes frauduleux passés par le contractant qui le mettraient dans l'impossibilité de payer sa dette à la clôture du compte courant.

Dans ces dernières années, certaines décisions sont allées plus loin et ont touché à la structure même du compte courant, en sorte qu'on a pu mettre en doute le principe de son indivisibilité.

Ainsi un arrêt de la Cour de cassation, du 21 juillet 1931, a reconnu au banquier le droit de faire la déclaration prévue par l'article 7 de la loi du 17 mars 1909 lorsque le commerçant, avec lequel il est en compte courant, a fait apport de son fonds de commerce à une société, afin de rendre celle-ci solidaire avec l'apporteur du passif ainsi déclaré. Cette décision apporte donc un tempérament remarquable au principe de l'indivisibilité puisque la déclaration du banquier est intervenue avant la clôture définitive du compte courant c'est-à-dire à un moment où il n'y a ni créancier ni débiteur¹.

1. Cass. civ., 21 juillet 1931, D. 1932, 1.49 et note de M. Hamel.

La Cour de cassation déclare cependant : « Attendu que si la qualité de créancier ou de débiteur de chacune des parties en compte courant est tenue en suspens jusqu'au jour où le contrat est venu à expiration, celui au profit de qui le compte se balance, à un moment quelconque de la période de validité du contrat, par un solde créancier, n'en a pas moins dès ce moment un droit au paiement ultérieur du montant de ce solde, sous la condition qu'aucune inscription d'articles nouveaux ne vienne modifier la situation avant l'époque fixée pour le règlement définitif ».

Sans nier l'indivisibilité du compte courant, la Cour de cassation reconnaît à celui « au profit de qui le compte se balance », « un droit au paiement ultérieur du montant de ce solde ». Mais elle y met une condition restrictive : il faut « qu'aucune inscription d'articles nouveaux ne vienne modifier la situation avant l'époque fixée pour le règlement définitif ». Moyennant quoi, le banquier peut faire la déclaration prévue par l'article 7 de la loi du 17 mars 1909 et obtenir ainsi la garantie solidaire de la société à laquelle le commerçant a fait apport de son fonds.

Il n'est pas douteux que la Cour de cassation a été inspirée par une idée d'équité ; elle a estimé que dans un contrat de confiance et de bonne foi comme le compte courant, il n'eut pas été juste de priver le banquier de la garantie solidaire d'une société qui reçoit en apport le fonds du commerçant qui est en compte courant, étant donné que la position créditrice de ce banquier n'est plus modifiée par l'inscription d'articles nouveaux. La Cour de cassation s'est refusée à opposer le principe d'indivisibilité du compte courant à une demande qui moralement paraissait légitime.

D'ailleurs, l'article 7 de la loi du 17 mars 1900 vise « tout créancier » en termes généraux et il n'a d'autre but que d'inviter les créanciers à se faire connaître, en vue d'une mesure de sauvegarde de leurs droits, qui ne saurait les modifier ou les amplifier. Aussi n'est-il pas nécessaire que, lors de la déclaration, les créances soient certaines, liquides et exigibles.

Il n'en reste pas moins que cet arrêt porte implicitement atteinte à la notion traditionnelle de l'indivisibilité du compte courant. D'après l'attendu que nous avons reproduit plus haut, elle paraît donner à chacune des parties un droit au paiement ultérieur du montant de son solde créditeur. Aussi certains auteurs ont vu dans cette décision l'annonce d'une jurisprudence nouvelle qui renoncerait complètement à la théorie de l'indivisibilité du compte courant¹.

Un arrêt récent de la Chambre civile (1^{er} avril 1935), en ce qui concerne la constitution d'une hypothèque ou d'un nantissement par le commerçant au profit du banquier, pendant la période suspecte de sa faillite, vient d'apporter un tempérament encore plus marqué au principe de l'indivisibilité du compte courant.

D'après ce principe, nous l'avons vu, jusqu'à la clôture du compte courant résultant de la faillite d'une des parties, il n'y a ni créancier ni débiteur, car les articles

1. Pour M. J. Hamel, sous Cass. civ., 21 juillet 1931, D. 1932.1.53, il faudrait expliquer la décision rendue de la manière suivante : « L'arrêt de la Chambre civile permet de préciser ce que le compte courant n'est pas ; il manifeste une fois de plus combien la jurisprudence répugne, comme la pratique bancaire, à cette notion de bloc homogène qui ne permet pas, tant que dure le compte, de savoir quelle est la partie créancière ; bien au contraire, le bénéficiaire du solde créditeur à un jour donné est vraiment à ce jour un créancier et peut exercer comme tel les droits que confère l'article 7 de la loi de 1909 ».

du compte ne sont que des opérations d'attente qui doivent se résoudre en une situation finale n'apparaissant que plus tard, le solde. Par suite la constitution d'une hypothèque ou d'un nantissement, consentie par le commerçant au banquier pendant la période suspecte de sa faillite, n'est pas atteinte par la nullité de l'article 446 al. 4 C. com., car elle a pour objet de garantir non pas une dette antérieurement contractée, mais une dette qui doit naître après la clôture du compte et qui sera donc postérieure à la constitution de l'hypothèque ou du nantissement¹.

Par l'arrêt de 1935, la Chambre civile de la Cour de cassation vient restreindre singulièrement cette théorie².

Elle décide que « la partie au profit de laquelle le compte courant se balance par un solde créateur, à un moment quelconque de la période de validité du contrat, a, dès lors, un droit au recouvrement ultérieur de ce solde, sous la condition que ledit droit ne soit pas effacé rétroactivement, en tout ou en partie, par l'effet de nouvelles remises qui viendraient soit renverser le sens, soit modifier le chiffre de la balance du compte ».

Pour bien apprécier cette décision, il faut se placer dans l'hypothèse de l'espèce qui suppose que le compte courant a cessé de fonctionner à l'instant de la constitution de l'hypothèque et qu'il n'y a pas eu de remises nouvelles venant modifier le solde créateur existant

1. Jurisprudence certaine : Cass. civ., 8 décembre 1875, 29 décembre 1880, 24 juin 1903, D. 1903.1.472, S. 1904.1.220, *Gaz. Pal.* 1903.2.91. Ce dernier arrêt de la Cour suprême était d'autant plus caractéristique qu'il cassait un arrêt de la Cour d'Orléans qui, tout en confirmant le principe de l'indivisibilité et sans dénier la validité d'une hypothèque antérieure à la clôture du compte, ne l'avait admise que pour l'excédent du solde passif existant au moment de sa constitution.

2. Cass. civ., 1^{er} avril 1935, D. 1936.1.33 et la note de M. J. Hamel, *Gaz. Pal.* 1935.1.807. V. J. Escarra, *op. cit.*, n° 527 et s.

à cette date. Au jour de la constitution de l'hypothèque, le compte courant avait donc été pratiquement arrêté.

Dans ces conditions la Cour de cassation, confirmant un arrêt du tribunal supérieur de Papeete (Tahiti) du 5 mai 1931, décide qu'il y a lieu d'appliquer l'article 446 al. 4 du C. com. et d'annuler la constitution d'hypothèque car, dit-elle, « le droit résultant pour le banquier récepteur de sa position créditrice antérieurement à cette constitution d'hypothèque n'a pas été détruit rétroactivement et, dès lors, il constituait une créance préexistante à ladite hypothèque ».

Il est certain que les circonstances de la cause étaient particulièrement favorables à l'annulation, puisque dès le jour de la constitution de l'hypothèque le commerçant remettant se trouvait manifestement en position difficile, laissant prévoir la faillite, et que depuis ce jour le compte courant n'avait plus fonctionné, en sorte que pratiquement l'hypothèque était venue garantir une dette antérieure, ce qui est l'hypothèse prévue par l'article 446 al. 4 C. com.

Cependant cet arrêt de cassation du 1^{er} avril 1935 a été longuement commenté et considéré par certains auteurs comme le début d'un revirement de la jurisprudence venant modifier la conception jusqu'alors établie de l'indivisibilité du compte courant.

« A la notion d'un bloc homogène, écrit M. J. Hamel, la Chambre civile a substitué une autre notion : celle d'une créance conditionnelle..... La partie qui peut invoquer un solde créditeur à un moment donné a un droit au recouvrement ultérieur de ce solde, mais ce droit de créance est soumis à une condition résolutoire :

il est rétroactivement effacé par de nouvelles remises réalisées dans le compte courant »¹.

De ces constatations M. J. Hamel tire une série de déductions qui tendent à transformer la théorie de l'indivisibilité du compte courant et il en arrive à cette conclusion : « qu'il soit à terme ou sans terme, le droit né du compte courant n'en existe pas moins à tout moment et il produit des effets ».

L'avenir — sans doute un avenir prochain — dira si la jurisprudence entre délibérément dans cette voie et si, en dehors de cas d'espèces qui justifient des décisions spéciales, elle tend à établir une construction nouvelle du compte courant venant ébranler et modifier ses deux principes dominants : l'effet novatoire et l'indivisibilité.

Il est certain que sous l'influence des nécessités économiques et pour faciliter leurs affaires, commerçants et banquiers sont sans cesse incités à organiser le compte courant avec des clauses nouvelles que les tribunaux sont tenus de contrôler juridiquement, mais qu'ils ne peuvent pas exclure absolument sans risquer d'entraver les avantages que le commerce retire de la pratique du compte courant. Les banques, qui sont entre elles en concurrence, sont naturellement conduites à rendre plus accessibles et plus faciles les conditions de crédit qu'elles exigent de leurs clients. Les garanties que les banquiers demandent pour ouvrir un compte courant sont également favorables aux commerçants, car l'escompte de leurs effets se fait plus largement et par suite améliore le crédit dont ils ont besoin pour leur négoce.

1. Note J. Hamel, D. 1936.1.34, col. 2.

Ainsi la jurisprudence est amenée à admettre les conventions formelles, résultant de l'accord des parties, qui viennent modifier la théorie normale du compte courant. Puis ces conventions se répétant et devenant usage commercial, la jurisprudence est conduite à les consacrer même sous entendues, en interprétant l'intention des parties. Mais alors il faut les expliquer juridiquement ; d'où des tâtonnements dans les justifications et des évolutions dans la jurisprudence. Ces modifications se présentent d'abord comme tempéraments aux principes, puis comme changements de systèmes.

Aussi, les deux principes traditionnellement reconnus dans le fonctionnement du compte courant, l'effet novatoire et l'indivisibilité, sont depuis quelques années contestés par la doctrine comme bases essentielles.

Certains auteurs se sont attaqués à la notion de novation et sont allés jusqu'à nier l'effet novatoire du compte courant. Ils ont soutenu qu'il suffisait d'invoquer son indivisibilité pour expliquer toutes ses caractéristiques : ce que les parties ont surtout voulu c'est que leurs opérations réciproques soient bloquées pendant toute la durée du compte pour attendre le dégageant ultérieur d'un solde. Les cocontractants enlèvent ainsi aux créances une partie de leur efficacité actuelle et les soustraient notamment à la prescription ; c'est ce qu'à tort on considère, disent ces auteurs, comme une novation¹.

D'autres auteurs ont cherché à substituer à la théorie traditionnelle de l'effet novatoire du compte courant une autre explication.

Un auteur belge, M. Piret, a imaginé la thèse des

1. En ce sens, P. Esmein, *op. cit.*, *Rev. trim. de droit civil*, 1920, p. 79, et note au S. 1923.1.225.

compensations successives. La créance entrée en compte s'éteint, non pas du fait d'une novation, mais « de la compensation opérée entre elle et la dette qui existait au moment où elle est devenue exigible, ou qui survient ultérieurement à la charge du créancier »¹. Le compte courant est donc une succession de remises qui se compensent les unes les autres jusqu'au solde final, résultat de la dernière compensation.

Avec cette thèse des compensations successives, on explique la nécessité du calcul des intérêts sur les soldes partiels qui résultent des compensations successives. On comprend aussi que l'action en paiement de tout ou partie d'une créance reste recevable aussi longtemps que cette créance n'a pas été éteinte par compensation. De même les sûretés et garanties attachées à une créance subsistent aussi longtemps que ces créances survivent non compensées.

La règle de l'indivisibilité aussi a été très critiquée et les atteintes qu'elle a reçues des décisions de la jurisprudence que nous avons ci-dessus rappelées ont permis à certains auteurs de la nier et d'expliquer autrement certains effets du compte courant².

Ainsi, MM. Thaller et Paul Esmein ont voulu expliquer l'insaisissabilité en compte courant par une sorte de nantissement constitué par chaque remise que l'une des parties reçoit de l'autre³.

La théorie des compensations successives de M. Piret a été invoquée ici aussi pour remplacer le principe de

1. Piret, *Le compte courant*, 1932, N° 187.

2. M. J. Hamel, dans sa note au Dalloz sous Cass. civ., 1^{er} avril 1935, D. 1936.1.33, recherche ce qui reste de la notion d'indivisibilité à la suite de cette jurisprudence récente. Voy. J. Escarra, *op. cit.*, n° 508 et 509.

3. P. Esmein, *op. cit.*, *Rev. trim. de droit civil*, 1920, p. 90. V. *supra*, p. 45, note 2.

l'indivisibilité. Notamment pour expliquer l'extinction des créances entrées en compte et leur remplacement par un solde final, la possibilité de pratiquer une saisie-arrêt sur le solde actuel du débiteur dans le compte, l'attribution du solde débiteur actuel comme provision à une lettre de change, cette théorie paraît ingénieuse.

Cependant il faut reconnaître qu'aucune des théories ainsi proposées n'a encore réuni assez de suffrages pour pouvoir être considérée comme une base de doctrine¹.

Aussi lorsque la *Société d'études législatives* entreprit, en 1934, d'établir un projet de réglementation législative du compte courant, la commission qu'elle chargea de préparer ce travail, après quelques hésitations, renonça à « chercher des formules générales qu'elle pût substituer aux anciens principes reconnus inutilisables »². Elle préféra se contenter de « fournir les solutions les plus pratiques et les plus équitables en vue de résoudre certaines difficultés juridiques nées de la vie des affaires »³.

Elle s'attacha, dans son projet, à régler les questions soulevées par les trois points suivants qui correspondent au cadre généralement adopté :

définition et conditions de fonctionnement des comptes courants ;

effets généraux des comptes courants ;

1. J. Escarra, *op. cit.*, N° 508 : « On aimerait qu'après avoir parfois abusé de la notion d'indivisibilité, on s'abstint de la pourchasser d'une manière systématique ».

2. Rapport de M. J. Hamel, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1934, p. 240. Cette commission était présidée par M. Tournon, conseiller à la Cour de cassation.

3. Cette méthode, suivie par la commission, ne fut pas sans soulever des critiques lors de la discussion en assemblée générale. M. Ripert notamment lui reprocha d'aboutir à une législation fragmentaire dans laquelle on est amené à se désintéresser trop facilement des principes généraux du droit, *Bulletin*, 1935, p. 174.

effets de la faillite du remettant au cas d'escompte d'effets de commerce porté au compte courant (problème de la contrepassation).

Pour la définition et la preuve du compte courant, la commission proposa le texte suivant :

Art. 1^{er} : « Le compte courant est un contrat par lequel deux personnes conviennent de régler par voie de remises en compte les opérations qu'elles feront entre elles consistant en virements effectués tantôt par l'une, tantôt par l'autre, ou engendrant des créances tantôt au profit de l'une, tantôt au profit de l'autre.

« Les versements et les créances ne peuvent devenir remises d'un même compte courant que s'ils portent tous soit sur des sommes d'argent soit sur d'autres choses fongibles d'une même espèce.

« Il n'y a pas de compte courant lorsqu'il résulte du contrat que les remises de l'une des parties ne devront commencer que lorsque les remises de l'autre seront terminées.

« Le contrat de compte courant ne peut être prouvé que par écrit ».

Cet article donna lieu à une assez longue discussion en assemblée générale de la Société.

M. Ripert fit observer que le compte courant n'est pas un contrat, mais plutôt le moyen d'exécution de la convention passée entre les parties ¹.

M. Ripert critiqua aussi très vivement la nécessité d'un écrit pour prouver le compte courant. Il fit remarquer que c'était une innovation en matière commerciale, contraire aux usages et même au Code ². M. Capitant se joignit à lui, ainsi que d'autres membres ³.

1. *Bulletin*, 1935, p. 183. Cf. J. Escarra, *op. cit.*, p. 271, note 1.

2. *Bulletin*, 1935, p. 174, 186 et suiv. Cf. J. Escarra, *op. cit.*, N° 444.

3. *Bulletin*, 1935, p. 192 et suiv.

Quant aux effets du compte courant, la commission a proposé des solutions qui, pour la plupart, étaient consacrées par la jurisprudence.

L'article 7 de son projet traite des sûretés garantissant des créances passées dans le compte. Il admet le système établi par la jurisprudence qui reporte sur le solde la sûreté ou le privilège qui a disparu lors de l'entrée en compte de la créance qui en était garantie.

Le rapporteur, interrogé en assemblée générale, a déclaré que la commission appliquait ce système aux sûretés légales comme aux sûretés conventionnelles.

L'article 9 porte qu'aucun article d'un compte courant ne peut être imputé sur un autre article de sens inverse.

L'article 10 consacre l'exception admise par la jurisprudence à la prohibition de l'anatocisme.

L'article 11 établit la méthode par échelles, dite méthode hambourgeoise, pour le calcul des intérêts lorsque les articles du débit produisent des intérêts à un taux différent de celui des articles du crédit. C'est un cas d'application de la théorie des compensations successives.

Cependant, sur deux points, la commission s'est écartée de la jurisprudence.

D'abord, elle proposa de supprimer le droit d'accorder une hypothèque ou une garantie du solde pendant la période suspecte (art. 12). Cet article a été critiqué comme portant atteinte au principe de l'indivisibilité, puisqu'on arrête le compte au moment où l'hypothèque est constituée¹.

D'autre part, la commission a repoussé l'insaisissabilité des comptes courants admise par la jurisprudence

1. *Bulletin*, 1935, p. 324 et suiv.

et l'a remplacée par un système de blocage (art. 13).

Ce système de blocage, assez compliqué, n'a pas donné lieu à discussion devant l'assemblée générale parce que plusieurs membres étaient absents. Mais bien qu'inspiré par des praticiens, il soulèvera sans doute des critiques¹.

Le projet de réglementation de la Société d'études législatives contient donc une série de solutions dont quelques unes sont nouvelles et méritent d'être confrontées dans leurs conséquences.

Mais ce projet n'établit pas un système doctrinal qui permette d'établir une théorie du compte courant sur des bases plus cohérentes et plus fermes que celles auxquelles la jurisprudence est arrivée dans ses variations des dernières années.

En l'absence d'un texte de loi, dont l'élaboration exigera certainement un temps assez long et plusieurs renvois d'une Chambre à l'autre, c'est donc toujours aux tribunaux qu'il appartient de poursuivre, à l'occasion de difficultés d'espèces, la synthèse juridique du compte courant et de son fonctionnement.

1. V. J. Escarra, *op. cit.*, N° 505 et 506.

Vu :
le Doyen,
Edgard ALLIX

Vu :
le Président de la Thèse,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BOISTEL. — *Théorie juridique du compte courant*, 1883.
- BOURCART (J.). — *Notes au Sirey*, 1913.1.265 ; 1928.1.337.
- CHÉRON (A.). — *Notes au Dalloz*, 1928.1.67 ; 1930.1.119.
- DA. — *Du contrat du compte courant en droit français*, 1877.
- DIETZ. — *Des comptes courants*, 1869.
- DUFOUR. — *Essai d'une théorie juridique du compte courant*, Recueil de l'Académie de législation de Toulouse, t. IX, p. 189.
- ESCARRA (J.). — *Principes de droit commercial*, t. VI, *Banque et commerce de banque* etc... 1936.
- ESMEIN (P.). — « Essai sur la théorie juridique du compte courant », *Rev. trim. de droit civil*, 1920, p. 79 et suiv.
- FEITU. — *Traité du compte courant*, 1873.
- HAMEL (J.). — *Banques et opérations de banque*, t. I, 1933.
- *Notes au Dalloz*, 1930.1.98 ; 1932.1.49 ; 1936.1.33.
- MARAIS (G.). — « Du compte courant en matière de faillite », *Rev. pratique de législation et de jurisprudence du trib. de commerce de la Seine*, 1935, p. 184 et suiv.
- MATO. — « Compte courant. Variations de jurisprudence et de doctrine », *Rev. droit bancaire*, 1932.
- NOBLET. — *Du compte courant*, 1848.
- PIRET. — *Le compte courant*, Bruxelles, 1931.
- Société d'études législatives, *Procès-verbaux de la commission du compte courant*. Rapport de M. J. HAMEL, *Bulletin* 1934, p. 237 et suiv. ; Discussion en assemblée générale, *Bulletin* 1935, p. 151 et suiv., 171 et suiv., 303 et suiv., 329 et suiv.
- TERREL et LEJEUNE. — *Traité des opérations commerciales de banque*, 1936.
- TRASBOT. — « De la contre-passation des effets de commerce », *Annales de droit commercial*, 1927, p. 285 et suiv.
-

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction.</i> — Le recouvrement des effets de commerce par les banques	1
<i>Chapitre I.</i> — L'escompte	13
<i>Chapitre II.</i> — Le compte courant. Sa nature et ses caractères	25
<i>Chapitre III.</i> — Les effets du compte courant	41
<i>Chapitre IV.</i> — La clause «sauf encaissement»	55
<i>Chapitre V.</i> — L'évolution actuelle de la jurisprudence et les suggestions de réformes	77
<i>Bibliographie</i>	94

